



**Conseil Communautaire
de la Communauté d'Agglomération de
Montpellier**

- - - - -

**Séance publique du
Jeudi 18 décembre 2014**

- - - - -

PROCES-VERBAL

L'an deux mille quatorze et le dix-huit décembre à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à M. J.-P. GRAND, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. M. FRAYSSE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme V. PEREZ à M. H. MARTIN.

Excusé(es):

M. J. MARTINIER

Absent(es):

Mme M.-P. PASDELOU

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 61 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Président

Si vous voulez prendre place, nous allons commencer. Nous allons débiter cette séance du Conseil Communautaire. Je vais proposer à Mademoiselle Bodkin, Secrétaire de séance, de nous rejoindre à la tribune pour faire l'appel. Et je vais demander à Catherine Dardé, première Vice-Présidente d'être à nos côtés également.

Mademoiselle Bodkin procède à l'appel. L'appel est clos.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc vala-

blement délibérer.

En préambule, et avant de passer à l'ordre du jour, je souhaiterais, comme à l'accoutumée, vous donner un certain nombre d'informations qui concernent l'Agglomération de Montpellier.

Tout d'abord, je voudrais tordre le cou à certains vilains petits canards qui se sont exprimés à la fois sur les réseaux sociaux et également dans la presse. Certains ont expliqué, suite à un tweet sur les réseaux sociaux, certains ont relevé cela comme un véritable fait d'actualité. C'est-à-dire que les colistiers de la liste de Montpellier qui ont vécu leur dernier conseil municipal de 2014, qui était le 17 décembre, le jour de mon anniversaire, m'ont offert un certain nombre de cadeaux. Je rappelle qu'au cours de ce repas, l'opposition était conviée et l'opposition de la ville était présente. D'autre part, la montre qu'ils m'ont offerte, ce n'est pas une Rolex, c'est une Swatch. D'abord, je ne supporte pas le métal. Et le jean, comme d'habitude, H&M. Donc, pas d'interprétation abusive.

Deuxième point, dans la presse aujourd'hui, vous avez lu l'article consacré à l'Arago de Sète et au Mavuc, que j'ai ici, qui expliquerait une sorte de fusion. Il n'y a aucune fusion, je n'ai donné mon accord sur rien du tout et François Commeinhes non plus. C'est un vœu qui avait été émis à l'époque de Georges Frêche sur la fusion possible entre l'équipe de volleyball de Sète et celle de Montpellier. Ce n'est pas parce que ça ne s'est pas fait un temps qu'il faut le recommencer de façon perpétuelle, à cycle régulier. Et puis, il y a un temps politique, le temps politique n'est pas à faire ça. Donc, je le dis pour ceux qui s'y sont mis sans mon autorisation et je ne cite personne. Nous n'avons pas encore construit la Métropole, nous n'avons pas encore parlé très sérieusement du Pôle métropolitain. On envisagera les possibilités de mutualisations sur des villes concernées par ces territoires dans un troisième temps, nous avons le temps. Donc, l'Arago de Sète vit des jours heureux et le MAVUC également.

Troisième point, j'ai lu aussi dans la presse que la French Tech, ce n'était que des effets d'annonce et qu'il n'y avait rien derrière. Alors, je vous ai préparé un petit PowerPoint. La French Tech, je vous rappelle qu'il y a 9 Métropoles : Lille, Paris, Rennes, Nantes, Bordeaux, Lyon, Grenoble, Aix-Marseille, Toulouse et Montpellier. Il y avait 30 territoires qui s'étaient positionnés, seules 9 Métropoles ont été retenues. C'est la reconnaissance de notre action et de l'efficacité de l'écosystème montpelliérain qui s'est mobilisé. Vous avez ici l'ensemble de la presse nationale qui est répertorié avec la photo en présence de Max Lévitte et Chantal Marion. Photo suivante, la semaine du numérique, DigiworldWeek. Ensuite, la société Matooma de Montpellier, présence au jeu digital à Matignon avec la présentation à Manuel Valls, Axelle Lemaire, Thierry Mandon, avec 60 investisseurs. Je continue, la cité intelligente, lauréat du challenge national Big data, 350 000 euros obtenus. Je continue, la délégation montpelliéraine au salon web à Paris. Emmanuel Macron, je cite, « Montpellier, c'est impressionnant ». Je continue, le SIMI en Belgique, la SNCF, le concours Open data, la Poste. Et la photo suivante, Computer center qui a reçu aujourd'hui l'autorisation de créer 300 emplois définitifs à Montpellier. Voilà.

Et je rends hommage à Jean-Pierre Moure qui a été l'initiateur de cette transaction avec Computer center, mais qui n'était pas finalisée par le gouvernement et qui l'est à partir d'aujourd'hui. Donc, chantez cigales, violons de l'été.

Encore une bonne nouvelle, nous avons obtenu par décision des deux Ministres, Alain Vidalies et Ségolène Royal ce matin, 3,9 millions pour financer l'extension de la ligne 1 de tramway jusqu'à la gare de la Mogère. Je remercie donc le Secrétaire d'Etat chargé des Transports, la Ministre Ségolène Royale et le Ministre Alain Vidalies pour leur compréhension, pour la prise en compte de la problématique transport sur l'Agglomération de Montpellier. Et je remercie aussi le Premier Ministre qui a donné son accord, Manuel Valls, qui sera à Montpellier lundi.

Vous pouvez remarquer que les divagations de quelques parlementaires qui ont essayé de brouiller les ondes n'ont pas modifié la trajectoire des décisions gouvernementales. Merci à tous les Ministres et Secrétaire d'Etat de s'occuper avec bienveillance de Montpellier et de son Agglomération.

Je voudrais ensuite vous faire part des choix qui seront proposés au premier Conseil de Métropole,

le lundi 12 janvier. Concernant les 5 nouveaux Vice-Présidents et Vice-Présidentes, j'ai proposé 5 nouveaux postes aux maires et élus suivants : à Régine Illaire, Maire de Cournonsec, à Éliane Lloret, Maire de Sussargues, à Jackie Galabrun-Boulbes, Maire de Saint-Drézéry, à Michelle Cassar, Maire de Pignan et à Jean-François Audrin, Maire de Saint Georges d'Orques. Ce qui fera, comme je l'avais indiqué, dans la gouvernance du bureau de l'Agglomération, 10 hommes et 10 femmes, seule Métropole en France aujourd'hui présentant un exécutif strictement paritaire. J'en profite pour vous donner l'ordre du jour de la séance du 12 janvier, qui sera un peu protocolaire. À 17h, nous dévoilerons une nouvelle rame de tramway qui sera habillée aux couleurs de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole ». Ensuite, il y aura la cérémonie d'installation du premier Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, à 17h15, avec la retransmission du Conseil métropolitain à la salle Pelloutier pour le public. Je ferai un mot d'accueil et puis prendront la parole successivement le Maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, qui viendra ouvrir la séance inaugurale et votre serviteur. Et le 8 janvier, nous aurons pratiqué le même exercice à Toulouse où je suis convié par le Maire de Toulouse à ouvrir la séance inaugurale de la création de la Métropole toulousaine. Et ensuite, le Maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc ouvrira le banc. À 18h, installation du premier Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en présence de Pierre de Bousquet, Préfet de l'Hérault et Préfet de Région. Comme à Toulouse où le Préfet de Haute-Garonne sera présent. Les Maires et les Vice-Présidents, ainsi que les Conseillers délégués recevront des écharpes spéciales aux couleurs de la Métropole frappées de l'étoile. Ensuite, nous passerons à l'élection des nouveaux membres du Bureau, dont je viens de décliner l'identité. Leur seront remises les écharpes de la Métropole et puis nous engagerons sur la suite du Conseil métropolitain. Voilà l'ordre du jour du 12 janvier et de la séance inaugurale.

Ensuite, vous avez sur vos tables, un document qui traite du système karstique du Lez et pour lequel je passerai la parole à René Revol. Et puis ce feuillet, ce tiré à part de la Gazette qui est fort bien fait et qui traite des enjeux de la Métropole et du Pôle métropolitain où sont interviewés plusieurs maires du pôle métropolitain. En l'occurrence, le Président des Communautés de Communes et d'Agglomération de Béziers, celui de Nîmes, celui du Vigan, celui de l'Etang de l'Or, Madame Bousquet de Lodève et Monsieur François Commeinhes de Sète.

J'ai oublié de vous dire qu'il y avait également la belle exposition que j'ai eu l'honneur d'inaugurer, avec Bernard Travier, sur Max Rouquette, à la médiathèque Émile Zola. Et je vous conseille de la visiter, c'est une très belle exposition sur ce grand littéraire, ce grand écrivain bilingue, franco-occitan que fut Max Rouquette.

Je donne la parole, quelques instants, à René Revol, pour le système karstique du Lez, concernant le document que vous avez sur cette table. Ensuite, nous passerons à la remise des prix que l'Agglomération a obtenue en 10 jours. Vous allez voir, c'est impressionnant, nous les avons gardés pour la dernière séance, aujourd'hui, le 18 décembre. Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Chers collègues. Très rapidement, puisque c'est l'affaire 56 dans l'ordre du jour de ce soir, qui sera donc 5 ou 6 affaires avant que vous ne partiez en vacances de Noël. Je voudrais donc attirer tout de suite votre attention sur ce document qui a été réalisé par les services de l'Agglomération en liaison avec tous ceux qui ont fait cette étude. Étude qui a commencé en 2009 et qui est extrêmement importante puisqu'elle porte sur la réserve aquifère du Lez. Cette étude, qui a mobilisé de nombreux chercheurs multidisciplinaires, aboutit à des conclusions fortes intéressantes. Nous avons un bijou au Nord de Montpellier que nous partageons en commun avec la Communauté du Pic Saint-Loup. Ici, vous avez des fiches pédagogiques qui résument cette étude qui est beaucoup plus abondante, bien sûr. Et nous aurons l'occasion d'en parler tout à l'heure, à l'affaire 56, où je la présenterai un peu plus en détail. Mais ainsi, tout le monde peut en disposer et je voudrais vous dire que les services de l'Agglomération et moi-même sommes disponibles pour tous les conseils municipaux ou toutes les commissions municipales qui voudraient prendre connaissance de manière plus approfondie.

die de cette étude, nous n'hésiterons pas à nous déplacer pour leur présenter.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Je vous indique donc la liste impressionnante des prix que nous avons reçus. Avant, Monsieur Lévit.

Monsieur LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je me suis rendu, les 13 et 14 décembre, à Lyon pour vous représenter en compagnie de Madame Celié et de Monsieur Brice, pour recevoir le Label d'or des territoires innovants, dans la catégorie « efficacité de la collectivité ». Nous avons donc obtenu la médaille d'or. Je vous rappelle que cette manifestation, c'est « Les interconnectés » qui se déroule à Lyon, où l'ensemble des communes ou des Agglomérations présentent leurs opérations les plus significatives. Nous avons donc été primés pour cette plate-forme numérique qui est novatrice et coopérative, ce qui est très important, me semble-t-il, Monsieur le Président. Elle a été conçue à partir d'une solution qui nous a été proposée par la société Entr'ouvert, elle repose sur des logiciels libres, ce qui permet d'optimiser le coût de cette plate-forme. Cette plate-forme offre donc la possibilité pour les usagers de disposer d'un compte citoyen qui est fédéré entre l'Agglomération, les communes et désormais 'Mon service public' qui est une plate-forme de l'État. Ce qui permet d'accéder à un coffre-fort électronique pour stocker des documents personnels utiles à des démarches diverses et variées. À l'heure actuelle, notre plate-forme se déploie sur 6 communes pilotes dans l'Agglomération : Clapiers, Fabrègues, Lavérune, Saint Georges d'Orques, Vendargues et Ville-neuve-lès-Maguelone. Permettez-moi, mes chers collègues, de vous féliciter pour cette prémonition. Elles ont déjà intégré notre plate-forme mutualisée à leur site web communal. Une deuxième phase est en cours pour les autres communes membres. Donc, Monsieur le Président, je vous remets officiellement ce label d'or, médaille d'or de cette réunion.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit et bravo pour ce prix concernant les plates-formes numériques qui vient souligner la volonté que nous avons de positionner le numérique comme l'un des piliers majeurs de la Métropole de Montpellier.

Nous avons obtenu ensuite deux prix qui seront remis par Monsieur El Kandoussi.

Monsieur EL KANDOSSI

Monsieur le Président, mes chers collègues. Les deux prix que nous avons eu la chance d'aller chercher avec Monsieur Audrin et Monsieur Frizot à Paris, Madame Ganiel n'a pas pu nous accompagner puisqu'elle avait une réunion très importante sur ODE à Pérols. Elle a donc autorisé Monsieur Audrin à nous accompagner. Le premier concerne la carte EMMA que vous connaissez tous et que l'on a toujours dans notre poche. Cette carte qui nous permet à tous d'accéder au bus, mais également au tramway, au vélo partage, auto partage et également d'accéder aux parkings de l'Agglomération de Montpellier. Donc, ce premier prix que j'ai eu l'honneur de recevoir suite au concours ville, rails et transports qui a primé notre collectivité. Nous avons donc été numéro 1 concernant l'intermodalité. Voilà pour le premier, si vous voulez bien le remettre à notre président.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur El Kandoussi. Encore à vous pour le deuxième prix.

Monsieur EL KANDOSSI

Cette fois, c'est le Pass d'argent. Celui-ci est encore plus emblématique puisqu'il nous permet d'accéder au podium des meilleurs réseaux de France. Donc, Montpellier a obtenu le prix numéro 2 concernant les performances du réseau. Il faut savoir que nous sommes juste derrière Nantes,

Nantes qui a le tramway depuis 1985. Donc, arriver juste après le réseau de Nantes montre les performances, l'efficacité de notre réseau sur l'Agglomération de Montpellier. Je vous le remets également officiellement.

Monsieur le Président

C'est un très beau prix. Monsieur Audrin voudrait ajouter un mot.

Monsieur AUDRIN

J'ai été très honoré de partir à Paris avec Monsieur El Kandoussi pour recevoir ce prix. Je pense que Monsieur El Kandoussi aurait préféré passer la soirée avec Isabelle Ganiel qu'avec moi, c'est clair. Nous nous sommes couchés très tôt et le lendemain à 6h nous prenions l'avion.

Monsieur le Président

Il y a des jours, il est difficile de faire de la politique. Merci, Monsieur Audrin et merci Monsieur El Kandoussi. Je vais maintenant donner la parole à Chantal Marion pour le prix suivant.

Madame MARION

Monsieur le Président, chers collègues. Tout d'abord, je voulais vous remettre un certificat. Lors du SIMI, du salon de l'immobilier, on nous a remis un certificat à Madame Jannin, Monsieur Pérez et toutes les personnes de l'Agglomération présentent sur le stand de l'Agglomération de Montpellier et de la ville de Montpellier. Ce certificat est très important, il a la qualité HQE, c'est-à-dire haute qualité environnementale pour le parc de la Salaison de Vendargues. C'est la première fois qu'en France est remise une certification comme celle-ci. Je pense donc qu'elle mérite vos applaudissements.

Monsieur le Président

Merci à Madame Marion et à Madame Jannin. Prix suivant, toujours Madame Marion, prix de la coopération décentralisée.

Madame MARION

Celui-là, Monsieur le Président, je suis ravie de vous le remettre pour deux raisons. Tout d'abord parce qu'il est mérité et deuxièmement parce qu'il est très lourd et qu'il a fallu que je le descende et que j'ai dû passer les contrôles et il a fallu rester à Strasbourg. Ce prix a été remis à la ville et à l'Agglomération de Montpellier dans le cadre du prix de la coopération décentralisée remis à l'occasion de la quatrième rencontre France-Chine. Il a été remis à des collectivités au niveau des efforts significatifs qui sont faits pour des coopérations entre autres sur la ville de Chengdu. Il est en cristal, donc il est très beau, mais il est très lourd.

Monsieur le Président

Écoutez, en 10 jours, ça n'est pas si mal. Merci à tous les élus qui se sont déplacés et qui ont représenté la Métropole auprès des organismes qui nous ont décerné les prix que vous avez ici sur la table.

Nous allons donc débiter l'ordre du jour. Monsieur Larue ?

Monsieur LARUE

Rapidement, je voulais vous remettre le prix de la transparence parce que j'ai enfin reçu la réponse à ma demande sur l'analyse des offres du privé sur le marché de la DSP de l'eau brute et de l'eau potable. Donc, je vous remercie et ça va me permettre de travailler efficacement. C'est un vrai exercice de transparence, je vais exploiter ces chiffres et je vous ferai une synthèse dès que possible. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci du prix que vous nous attribuez, nous y sommes très sensibles. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Monsieur le Président. Je crois qu'en réunion des Vice-Présidents, on avait dit qu'on aborderait le problème de « I Love Techno », de ce qui nous est arrivé. Donc, si vous voulez, je démarre ou vous démarrez.

Monsieur le Président

J'avais l'intention de le faire, mais pas là.

Monsieur MEUNIER

J'attendrai que vous le fassiez au moment où vous le jugez opportun.

Monsieur le Président

Parce que Monsieur Rico et vous-même m'avez demandé de vous exprimer et je donnerai en premier lieu la parole au Maire de Pérols puisque ça le concerne au premier chef. Mais j'avais l'intention de le faire au début des affaires qui concernent la culture, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. À moins que vous souhaitiez intervenir tout de suite, Monsieur Rico ? Vous avez donné l'élan, Monsieur Meunier, nous allons subvenir à votre proposition. Donc, Monsieur Rico, puis Monsieur Meunier sur « I Love Techno » et je ferais la synthèse après.

Monsieur RICO

Monsieur le Président, mes chers collègues. Pour revenir sur cette soirée du 13 décembre, je reviens un peu sur l'historique rapide. À savoir, j'ai pour ma part rencontré l'organisation de « I Love Techno, pour la première fois, 3 mois avant la date de la manifestation et j'ai précisé ce jour-là à l'organisateur que l'édition précédente avait connu un certain nombre de problématiques et notamment des problématiques de sécurité. À savoir que la manifestation avait été autorisée bien que la commission de sécurité avait émis un avis défavorable par défaut d'issues de secours. La deuxième problématique était qu'il n'y avait pas eu de forces de police et que je souhaitais qu'à cette manifestation il y ait des forces de police supplétives significatives de façon à pouvoir assurer la sécurité sur le domaine public. Et cette sécurité notamment à partir de 3h à 4h du matin, à savoir lorsque les festivaliers quittent la manifestation. Le 7 novembre 2014, à J-36, réunion en préfecture sur les conditions de sécurité. Je reprecise en préfecture que je souhaite un renfort de police et un avis favorable de la commission de sécurité. Le jeudi 20 novembre 2014, à J-23, la sous-commission départementale de sécurité émet un avis défavorable essentiellement pour un problème d'alarme sonore sur le site de Parc expo et d'Aréna, mais également pour le manque d'issues de secours.

À l'issue de cet avis défavorable, par acquit de conscience, j'adresse un courrier recommandé à l'organisateur le vendredi 28 novembre, à J-15. Dans ce courrier, je lui remets l'avis de la commission départementale de sécurité, à savoir un avis défavorable. Et dans ce courrier, je rappelle, puisque la commission de sécurité et notamment les pompiers ont réalisé un calcul à l'envers. C'est-à-dire qu'ils sont partis du nombre d'issues de secours présentes sur site et compte tenu de ce nombre d'issues de secours présentes sur site, ils ont déterminé que la manifestation ne pouvait accueillir que 25 000 personnes. Donc, dans ce courrier à J-15, je précise à l'organisateur de limiter le nombre de festivaliers à 25 000 personnes, de mettre en conformité la sonorisation d'alarme, d'assurer des mesures compensatoires notamment en ce qui concerne les agents SIAP, c'est-à-dire les pompiers et d'interdire l'accès à un certain nombre de halls parce que ceux-ci n'étaient pas conformes. A J-10, le mercredi 3 décembre, je fais une intervention au conseil d'administration de Montpellier Events pour rappeler ma position, à savoir que s'il n'y a pas de force supplétive de police et s'il n'y a pas

d'avis favorable, je ne donnerais pas un avis positif. Le lundi 8 décembre, on est à J-5, je fais un courrier aux Péroliens, je dis ça pour la presse parce que dans la presse on a expliqué que dès l'origine je ne voulais pas de cette manifestation. Je tiens à rappeler qu'au mois d'août, le 23 août, j'ai organisé, dans les arènes de Pérols, en plein cœur de ville, une soirée techno qui s'est passée sans problème puisque les conditions de sécurité étaient réunies et que je n'ai rien contre la techno. Donc, le lundi 8 décembre, à J-5, j'écris à l'ensemble des Péroliens une lettre qui a été déposée dans toutes les boîtes aux lettres, dans laquelle je fais état de ma position et dans laquelle je leur signale que nous allons avoir beaucoup de désordre dans la nuit du 13 décembre puisque je considérais que la manifestation aurait lieu. Le jeudi 11 décembre, on est à J-2, réunion en préfecture et en réunion en préfecture, les services du Préfet annoncent qu'ils mettent à disposition de cette manifestation une compagnie complète de CRS, ce qui est particulièrement rare, trois équipes de police nationale pour pouvoir sillonner l'espace public, la brigade des stupés, la brigade anticriminalité, la brigade canine, la brigade des transports et 20 policiers nationaux sur site.

Les services du Préfet confirment que ce soir-là, comme il y avait le match Montpellier/Lens, qu'à ce match 100 policiers municipaux et nationaux étaient mobilisés, qu'au terme du match, les effectifs de police nationale qui étaient sur la manifestation de football seraient rapatriés sur site. En conséquence, ma condition de force supplétive significative de police est levée par l'État et par le représentant de l'État, par Monsieur le Préfet. Ne restait plus que l'avis favorable de la commission de sécurité. Au cours de cette réunion, à J-2, je demande à ce que la commission de sécurité, au lieu d'avoir lieu le samedi 13 ait lieu le vendredi 12. L'organisateur nous précise qu'il n'est pas en situation, compte tenu des montages de ses matériels, de pouvoir anticiper cette réunion. On prend toutefois la décision de faire une pré-réunion de sécurité le vendredi 12 à 10h du matin. De 10h à midi, avec le Directeur de cabinet du Préfet, avec le commandant des pompiers, le commandant de la police, avec l'ensemble des services de l'État, nous faisons cette pré-visite et nous constatons que le matériel est en cours de démontage et d'ailleurs que très peu de matériel est démonté. Nous commençons à être très inquiets quant à la capacité de l'organisateur à pouvoir être en situation d'organiser sa manifestation. Et nous constatons qu'il y a eu des efforts sur les issues de secours, mais que ça ne correspond pas aux besoins. Nous faisons donc part de nos plus grandes inquiétudes à l'organisateur. Le lendemain, le samedi 13 à minuit, les mêmes membres de la commission se réunissent et de 12h à 14h, nous visitons l'intégralité du site. À l'issue de cette visite avec l'organisateur, nous lui demandons de nous présenter l'ensemble des documents de contrôle et à huis clos, la commission vote à l'unanimité un avis défavorable. Pour ceux qui ne connaissent pas les commissions de sécurité, c'est chacun qui individuellement précise sa position. À l'issue de ce vote défavorable à l'unanimité, nous refaisons venir l'organisateur. Et j'avais pris la peine de préparer deux arrêtés municipaux, un arrêté municipal autorisant la manifestation et un arrêté municipal interdisant la manifestation. Et à 14h30, en commission de sécurité, je signifie à l'organisateur l'arrêté municipal interdisant la manifestation. À partir de là, l'organisateur nous demande ce qu'il a à faire. On lui demande donc de prendre ses responsabilités. Il consulte ses assureurs, ses assureurs lui précisent que s'il tient sa manifestation, il n'est pas assuré. Il consulte ses juristes, ses juristes lui précisent qu'il a un risque pénal. Donc, s'il y a un accident et notamment un mort, il a un risque pénal majeur sur cette manifestation. Et l'organisateur nous signale qu'il va prendre sa décision. Nous nous retirons de la salle et de Parc expo. L'organisateur informe le Préfet et le Maire à 17h30 qu'il annule la manifestation. De 14h30 à 17h30, l'organisateur a joué au poker. Il a joué au poker contre le Préfet, contre le Maire de la ville, il a perdu. Il pensait que ou le Préfet ou le Maire cèderait, ni l'un ni l'autre n'ont cédé et on s'est retrouvés face à une situation difficile. À savoir que le Préfet compte tenu de cet avis a demandé aux forces de police autoroutières d'intercepter les bus sur les autoroutes qui étaient encore en circulation et d'inviter les chauffeurs à prendre les issues immédiates pour pouvoir faire demi-tour. Le Préfet a également demandé à l'ensemble du réseau SNCF de pouvoir limiter l'arrivée sur Montpellier des festivaliers qui étaient encore sur les routes. Le Préfet a égale-

ment continué à mobiliser les forces de police nationale qui étaient disponibles à Marseille, à Nîmes et à Béziers. Et à partir de là, nous avons essayé au mieux de gérer la situation avec environ 30 et 34 000 festivaliers qui s'étaient déjà rendus sur site et qui ne pouvaient plus avoir accès à la manifestation. Voilà le résumé de la situation.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rico. Je vais passer la parole à Cyril Meunier, Maire de Lattes.

Monsieur MEUNIER

Je crois que l'exposé de Jean-Pierre Rico, n'importe lequel d'entre nous et surtout les maires sommes capables de comprendre pourquoi il a pris un arrêté interdisant la manifestation et il n'y a personne de raisonnable qui pourrait dire le contraire. Dans la situation dans laquelle il était, il ne pouvait pas faire autrement. Mais avez-vous entendu ce qui vient d'être dit ? On a arrêté le jour même d'une manifestation de 35 000 personnes une manifestation qui fait la notoriété de Montpellier dans le monde entier. On a interdit à des bus qui amenaient des gens qui venaient sur Montpellier de sortir à Montpellier. Et on a de fait stigmatisé les jeunes. La seule chose que l'on peut constater, c'est que dans cette situation complètement catastrophique de dernière minute, avec un blocage à 2h de l'entrée, on n'a pratiquement eu aucun débordement. Et je voudrais qu'ici dans cette assemblée, on dise merci aux jeunes. Parce qu'excusez-moi, mais je suis d'une génération où on était plutôt hard rock, si on nous avait fait ça sur un concert d'AC/DC ou des Rolling Stones, je ne suis pas sûr que ça ce soit passé aussi calmement. Donc, déjà, j'aimerais que cette assemblée, si vous me le permettez Président, remercie les jeunes du calme avec lequel ils ont absorbé ce coup dur par rapport, même individuellement à des situations où ils venaient des 4 coins de l'Europe ou de la France avec des frais importants.

Moi, ce qui m'étonne énormément dans cette affaire, c'est qu'il faille attendre le jour même pour se rendre compte qu'on n'ait pas des portes de secours suffisantes pour un événement de 35 000, voire même de 25 000 personnes. Les portes de secours, ce n'est pas la sécurité d'une tribune que l'on vient de monter. La deuxième chose, c'est qu'en faisant cela et en arrivant à cette situation-là, encore une fois Jean-Pierre, tu as fait ce que tu avais à faire dans tes responsabilités de Maire, mais il faudrait peut-être s'inquiéter de savoir si ces gros équipements ont leur place dans les petites communes, que ce soit la tienne ou la mienne, et qu'il n'y ait pas des responsabilités plus hautes qui doivent être prises.

On a quand même pris une prise de risque totale.

Le deuxième point, c'est qu'on a une fois de plus constaté que Montpellier est sous-doté en policiers parce que les policiers qui nous étaient promis suite à l'insistance du Maire de Pérols, c'était les policiers qui venaient du match de foot. C'est-à-dire qu'on a toutes nos équipes en première division pratiquement dans tous les sports, on a l'Aréna qui est la deuxième salle de spectacle de France, on a un Zénith, on a le Corum qui est l'un des plus beaux opéras et l'un des plus beaux équipements culturels de France et on n'a pas de force de police à demeure, en particulier une compagnie de CRS à demeure qui puisse nous aider quand on a un événement aussi majeur que celui-là où deux événements en même temps. Il va falloir que l'on commence à s'en inquiéter parce qu'on se met dans des situations à risque complètement incontrôlables et dont on peut être responsables. Je vais vous dire la chose suivante, quand il y a des événements à l'Aréna, au Parc expo, eh bien la police municipale de Lattes et je le sais la police municipale de Pérols, on est mobilisé et ces nos budgets communaux et nos polices municipales qui viennent en supplétive, voire même en force principale parfois sur la sécurité autour du Sud de Montpellier. Est-ce normal que ce soit la police municipale de Pérols et la police municipale de Lattes qui assument ce genre de choses ?

Dernier point que je voudrais que vous preniez en compte, c'est que dans toute cette mauvaise aventure, à aucun moment, ni la préfecture ni la mairie de Pérols n'a prévenu la mairie de Lattes. Et ce

qu'on peut vous dire c'est qu'à partir de 17h, les organisateurs, pour trouver un point de chute, ont donné rendez-vous avec les DJ internationaux qui étaient prévus au Break et à la Villa rouge. Pour ceux qui ne le savent pas, ce sont deux des principales boîtes de Lattes qui se trouvent sur l'avenue de Palavas. Et à partir de 19h30, à ma plus grande surprise parce que personne ne m'avait prévenu et heureusement que mon fils est arrivé sur site pour me le dire, on s'est retrouvés avec des hordes de mômes qui sont arrivés en voiture, en tramway, à pied et on a dû les gérer avec notre police municipale. Moi, j'ai mobilisé 4 brigades pendant toute la nuit avec un peu de forces de police nationales. Et on s'est retrouvés avec la route de Palavas complètement bloquée par les mômes, on aurait pu avoir des morts. On est passés près d'une catastrophe.

Donc, face à ça, la première demande, c'est que l'on reconnaisse que les jeunes se sont vraiment très bien comportés et que l'on arrête de stigmatiser la jeunesse, y compris la jeunesse qui aime la techno. Ça, c'est clair, il faut arrêter ces raccourcis et je suis ravi que le Maire de Pérols aime la techno au point d'y prêter les Arènes.

Et puis, la deuxième chose, je demande que dans l'organisation de Montpellier Events, la mairie de Lattes, la mairie de Pérols aussi si elle n'y est pas, soit intégrée parce qu'on est de fait, comme c'est sur notre territoire, impliqués directement et on prend en pleine responsabilité les risques d'événements comme ceux-là. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Rico, vous souhaitez rajouter un mot et je conclurai.

Monsieur RICO

Je reviens sur la fameuse lettre recommandée que j'ai adressée à l'organisateur à J-15 qui précisait qu'avec 25 000, ça passait. S'il avait fini de vendre ses billets à 25 000, on ne se serait pas retrouvés dans cette situation. Et si ça passait à 34 ou à 35 000 à la dernière minute, il pouvait toujours continuer à vendre des billets puisqu'une fois l'arrêt d'interdiction prononcé à savoir à 14h30, les billets se vendaient toujours au marché noir sur le devant de Parc Aréna à 200 euros le billet.

Ce que je voudrais préciser aussi, c'est sur l'information. Effectivement, face à ce genre de situations, on est dans une situation de grand rassemblement et dans un grand rassemblement, c'est-à-dire le DOS, le Directeur des opérations de secours est le Préfet. Donc, c'est le Préfet qui réunit ses troupes ou en tout cas ses services pour pouvoir informer l'ensemble des autorités. Pour ce qui me concerne, Cyril, je comprends bien la difficulté. Par acquit de conscience, j'ai appelé la direction d'Auchan et la direction de Carrefour parce que je me suis bien dit qu'ils risquaient. Ils ont d'ailleurs fermé 1h30 avant de façon à ne pas subir tous ces jeunes qui venaient. Et je ne suis absolument pas hostile à ces jeunes, je le dis et je le redis. Par ailleurs, mon nom, mon adresse, mon téléphone ont été mis en boucle sur les réseaux sociaux et j'ai reçu toute une série de menaces, mais ça, peu importe, ça fait partie de la fonction et je passe outre. En tout état de cause, mon téléphone a été saturé d'appels téléphoniques. Et à un moment, lorsque le DDSP, donc le Directeur départemental de la sécurité publique a réussi à me joindre, ils étaient tous inquiets parce que j'étais injoignable. Donc, effectivement, il y a peut-être eu une difficulté de communication, mais je pense que tout était suivi. Dans la soirée, quand les premiers mouvements de foule ont été constatés, le Préfet a affrété un hélicoptère. À l'intérieur de l'hélicoptère de la gendarmerie, il y avait le Commandant de la police nationale qui à l'aide de caméras thermiques suivait les foules de jeunes de façon à ce que les troupes qui étaient au sol puissent aller barrer les routes, faire en sorte de chercher à éviter qu'il y ait des accidents de circulation ou autre. Et ce sont les tweets qui ont fait que les jeunes, au fur et à mesure, se disaient « on se retrouve là » et c'est des milliers de jeunes qui partaient sur les routes. C'est d'une difficulté excessive, terrible à gérer, mais je pense que l'État et l'ensemble des services de l'État ont fait leur boulot. Et je salue également l'État, le Préfet et les services de l'État parce que dans cette situation, non seulement les jeunes ont été raisonnables, mais l'État a fait son office.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rico. Je voudrais ajouter un mot qui concerne à la fois « I Love Techno » et la techno en général. Je n'ai pas l'habitude de ne pas répondre aux questions ou de me cacher derrière mon petit doigt. J'ai tout entendu sur la techno, j'ai tout lu, moi aussi j'ai reçu des messages, parce que les gens ont pensé que c'était la Mairie de Montpellier qui avait signé. Et certains artistes dont certains sont des élus se sont plu à laisser transparaître des phrases sibyllines qui pouvaient laisser planer le doute sur la nature de la responsabilité en termes de communes, autrement dit, mairie de Montpellier, mairie de Pérols, on laisse le doute. Peu importe, ce qu'il est important de dire, c'est que je rejoins les maires de Pérols et de Lattes pour dire que les jeunes se sont, de façon générale, bien comportés et que l'on peut leur rendre hommage. Moi, je suis un peu triste que beaucoup d'entre eux aient fait beaucoup de kilomètres pour être finalement rejetés.

Deuxième point, la techno. Je rappelle que l'Agglomération de Montpellier a financé « I Love Techno », nous étions partenaires. Cela veut dire que lorsqu'un spectacle de la sorte ne se déroule pas, l'Agglomération est aussi perdante. C'est venu après une série de deux annulations. La première annulation, c'est Piknik Family. D'ailleurs, Piknik Family s'est tenu cette année. Mais l'an prochain, s'ils veulent refaire Piknik Family, ils font Piknik Family, mais pas dans la mairie de Grammont, parce que 5 000 personnes sous le cèdre dans le petit jardin, c'est de la folie. Moi, j'y suis allé, tous ceux qui parlent, ils n'y étaient pas.

Monsieur LARUE

Sauf que la commission de sécurité avait donné un accord pour 5 600 personnes, il y avait 5 000 personnes.

Monsieur le Président

Oui, mais moi, j'y étais, il y a aussi le bon sens, Monsieur Larue. Et le bon sens surtout qu'aujourd'hui, on fait les mariages à Grammont, c'est la mairie où l'on fait les mariages et donc, on ne met pas 5 000 personnes là. Première chose.

Ensuite, on m'a taxé d'anti-techno sur Tohu-Bohu. Tohu-Bohu, cette année, s'est tenu au Rockstore parce que la place Dionizos à Antigone s'est avérée inappropriée pour ce type de manifestations. J'y suis allé, à 6h du matin, avec les services de Nicollin, 10cm de verre brisé. Si un enfant ou un jeune tombe dans un état d'ébriété et qu'il se coupe les veines, on fait quoi ? C'est de la responsabilité des maires que de prendre des décisions comme ça.

Troisième point, « I Love Techno », nous en avons déjà parlé.

J'ai proposé à Tohu-Bohu deux places publiques qui peuvent les recevoir. La place de Peyrou et la Place Georges Frêche devant la mairie, à condition que les commissions de sécurité donnent des avis favorables. Eh bien, je fais la même chose pour « I Love Techno » 2015 et en accord avec le Maire de Pérols, je leur propose à nouveau l'Aréna, mais à condition que la commission de sécurité, si la jauge est correcte, donne un avis favorable. Et j'ai eu l'organisateur au téléphone, Monsieur Armel Campagna et je le rencontrerai le 14 janvier.

Tout ça pour vous dire que ce n'est pas une affaire de techno, c'est une affaire de sécurité et ça fait partie des compétences prioritaires des maires.

D'ailleurs, le jour des vœux à la ville, le 6 janvier, sur la place Georges Frêche, mon propos qui sera axé sur une sorte de bilan des 10 premiers mois de mandat sera orné de solos à la Gibbson qui vous donneront déjà un petit goût de l'aventure.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Nous passons à l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 61 affaires, pas d'affaire ajoutée, pas d'affaire retirée.

Je mets aux voix l'ordre du jour.
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 30 OCTOBRE 2014

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance des procès-verbaux qui vous ont été envoyés. Avez-vous des observations à formuler sur la séance publique du 30 octobre 2014 ? Je mets aux voix le procès-verbal, qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler ? Je vous en remercie.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ORIENTATIONS, CADRE D'INTERVENTION ET CONVENTIONS DE GESTION PROVISOIRE POUR L'EXERCICE DES NOUVELLES COMPÉTENCES AVEC LES 31 COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de la convention de gestion de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de la transformation au 1er janvier 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, il convient d'adopter des projets de conventions de gestion provisoires à intervenir avec les communes membres et la ville de Montpellier. Ces conventions de gestion permettront aux communes d'assurer, pour le compte de la Métropole, les compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent, au 1er janvier 2015, de la Métropole. Il s'agit en particulier de ce dont nous avons déjà débattu, c'est-à-dire les compétences liées à l'organisation de l'espace public et à l'urbanisme. Mais il y a d'autres compétences également qui deviendront des compétences métropolitaines. Ce qui est important c'est qu'au travers de cette affaire, on se donne un an de latitude du 1er janvier 2015 au 1er janvier 2016 pour pouvoir mettre en place les systèmes de compensation, l'estimation des compensations qui seront d'abord prévues sous forme provisoire puis définitive afin que, grâce à un cabinet conseil qui les estime en fonction de critères qui ont été présentés aux maires, nous soyons en capacité de présenter des attributions de compensations qui sont acceptables à la fois par les villes et par la Métropole. C'est le but du jeu et nous nous donnons un an pour le faire. C'est l'objet de cette convention de gestion que nous avons voté hier soir au Conseil municipal de Montpellier.

Vous avez la parole. Je prends les interventions, il n'y a que Madame Jamet. Soyez, comme hier soir, concise, précise et maîtrisée. Et Monsieur Rouilleault.

Madame JAMET

Comme je le disais hier, la messe est dite, c'est acté. Pour autant, je voudrais juste faire une petite digression et je voudrais que l'on revienne un peu par rapport à l'ambiance festive et peut-être euphorique qui précédait ces débats. On a vu cette espèce de panel de public rédactionnel dont nous nous auto satisfaisions vraisemblablement, de ces applaudissements nourris, que je salue aussi. Mais je tiens quand même à rappeler qu'il ne faudrait quand même pas que l'on ait l'impression d'être les champions du monde.

Monsieur le Président

Madame Jamet, vous préféreriez que nous ayons ici des oreilles d'âne plutôt que ces prix ? C'est quand même bien que nous ayons tous ces prix.

Madame JAMET

Tous ces prix, c'est bien, mais on est quand même dans la région la plus pauvre de France, dans l'un des départements les plus touchés où la précarité et le chômage sont particulièrement difficiles. Je crois qu'au lieu de se gratter le ventre et de se dire « vraiment on est les meilleurs », il y a quand même une remise en question et des efforts à faire. Pour autant, j'en reviens au sujet.

Monsieur le Président

Il vaut mieux être primé que déprimé.

Madame JAMET

Avoir un certain sens de la réalité, c'est la différence qu'il y a entre les optimistes béats et les pessimistes heureux. Avoir une vision des difficultés qui nous attendent et des réalités auxquelles nos compatriotes sont directement confrontés, je pense que c'est aussi une façon de retrousser les manches et de se battre pour empêcher ces situations-là. Je ne suis pas étonnée d'être la seule à prendre la parole puisqu'évidemment, ça n'aura pas échappé, nous avons été les deux seuls à nous rebeller contre ce principe de Métropole.

Je retiens quand même, sur ce rapport, quelques petites choses qui m'ont un peu agacée. Je reviendrais justement à cette très brève intervention que j'ai faite hier. Je ne reviendrai pas sur le statut de Métropole qui pour vous n'est pas qu'un changement institutionnel. Je rappelle effectivement, vous le dites à l'envie, qu'il va y avoir cette problématique des compétences qui ne sont toujours pas définies. Il y a aussi la maîtrise économique. Tout à l'heure, notre réunion a été précédée d'une commission de transfert des charges et j'ai entendu de légitimes interrogations de la part de certains d'entre nous ou d'élus d'autres communes qui se demandent véritablement à quelle sauce ils vont être mangés. Et entre le fonctionnement, l'investissement, l'emprunt, la dette, etc., qui va partager quoi ? D'autres points aussi ne vous auront pas échappé, je regrette quand même, quand je vois la liste des compétences qui incomberont demain à nos maires, je ne m'en réjouis pas. Et je le redis encore, la proximité, les services publics ne seront pas au rendez-vous, les économies non plus. La question de la fiscalité et de l'urbanisme, la répartition au sein du bloc communal de la taxe d'aménagement qui doit faire l'objet d'arbitrage ultérieur, je l'ai déjà dit hier, pour moi c'est particulièrement dangereux parce que c'est le plus important. Les compétences, la fiscalité et rien n'est décidé et on avance à l'aveugle.

Pour en terminer, je reviens à l'évaluation des charges transférées dont je vous parlais hier. Hier, je vous ai demandé, dans le cadre du premier rapport que nous avons abordé, dans le cadre des modalités de fonctionnement juridiques et financières de la convention, je vous ai dit que je prenais acte du fait que les dispositions financières et comptables convenus avec les services de l'État, dans le projet de convention qui n'est pas abouti, permettent par ailleurs des avances aux communes par la Métropole, ainsi que des remboursements trimestriels de telle façon que la commune, c'est-à-dire Montpellier, puisse assurer financièrement l'exercice des compétences pour le compte de la Métropole. Et je vous avais proposé, tel Saint-Thomas, d'ajouter l'amendement suivant, à savoir que le conseil municipal devait être invité à demander à la Métropole des remboursements trimestriels des coûts financiers et comptables dus à l'exercice des compétences exercées par la commune de Montpellier pour le compte de la Métropole. Vous n'avez pas accepté cet amendement. Et aujourd'hui, ce qui m'inquiète, c'est que je n'ai pas de réponse sur le point des dépenses de fonctionnement par les communes ou de dépenses d'équipements, d'investissements, etc., sur les remboursements à la ville qui vraisemblablement vont être à géométrie variable. C'est-à-dire que toutes les communes vont verser dans un pot commun pour la Métropole, pour l'exercice de compétences et c'est la mairie de Montpellier qui va gérer tout ça. Alors, autant pendant tous ces mois nous avons, pratiquement seuls, lutté contre la disparition des communes au sens où nous l'entendons, avec la diversification, avec le maillage des territoires. Autant, nous avons voulu être le chantre des petites communes, autant aujourd'hui, je change ma casaque et je voudrais être le porte-parole des contribuables montpel-

liérains qui vraisemblablement demain vont non seulement, par le biais de la mairie, avoir une charge de travail supplémentaire, sans pour autant avoir des apports supplémentaires. Et ce que je redoute, et ce que je pense et ce que vous n'avez pas voulu acter, c'est-à-dire que le contribuable montpelliérain va payer le prix fort. Parce qu'autant on ne sait pas quelle va être la charge des communes, autant ce qu'on sait c'est que Montpellier s'engage à prendre tout ça en charge. C'est-à-dire que nos impôts vont augmenter et c'est-à-dire que Montpellier va payer le prix fort. Certains pourront aujourd'hui s'en satisfaire, mais je crois qu'entre la disparition des petits et cette espèce de mastodonte qui va écraser les contribuables, nous allons au-devant de gros problèmes que vous n'avez pas voulu acter quand je vous l'ai demandé et que je souhaiterais qui soit éclairci. En tout cas, je veux continuer de dénoncer cette situation.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet. Monsieur Rouilleault, puis Monsieur Revol.

Monsieur ROUILLOT

C'est juste une question pratique. La date du décret est en blanc dans l'ensemble des conventions. Où en sommes-nous ? Puisqu'il est évidemment souhaitable que le décret soit pris avant le 31 décembre.

Monsieur le Président

Il était à la relecture hier soir au Conseil municipal de Montpellier et nous avons transmis une correction, il ne devrait donc pas tarder. Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Le temps des grandes envolées est peut-être terminé, il faudrait maintenant être un peu sérieux. Nous sommes face à une convention de gestion. Mon Conseil municipal en a longuement discuté, sérieusement discuté et a décidé de l'adopter. Donc, je voterai pour cette convention de gestion ce soir. Pourquoi ? Parce qu'après avoir eu un débat de fond sur la Métropole, je vous signale que ce débat n'a eu lieu que dans notre collectivité, que les autres Métropoles n'ont pas eu droit à ce débat. Dans ce débat, j'ai moi défendu la position qui consistait à ne pas passer en Métropole. Je ferais remarquer à Madame Jamet qu'il faut être républicain et qu'à un moment donné, lorsqu'un vote a eu lieu, il faut le reconnaître même si on n'est pas d'accord et ensuite travailler dans le cadre qui vous est donné pour défendre nos idées.

Donc, à partir de là, dans la convention de gestion, il faut reconnaître que nous avons décidé, d'un commun accord en Conférence des maires, de faire que cette convention de gestion soit en quelque sorte un cadre, qui est d'ailleurs prévu par la loi, qui nous permet pendant un an de pouvoir poursuivre la discussion pour définir avec précision quelles seront les compétences exercées dans nos communes par tel ou tel agent, qu'est-ce qui sera fait ? Pour que la distribution des rôles entre le bloc communal et le bloc métropolitain puisse être expérimentée pas à pas et décidée d'un commun accord. Cette méthode de dialogue que nous commençons à avoir dans les communes avec les services me paraît être la bonne, il faut que nous gardions ce cap jusqu'à la fin de l'année qui vient pour pouvoir faire des définitions précises des tâches des uns et des autres. Pour un certain nombre de petites communes, les choses ne sont pas évidentes puisque nous avons des agents qui s'occupent de la voirie, mais en même temps de la mise en place d'un bâtiment communal, etc., ils ne sont donc pas voués à une seule tâche. Il s'agit donc de définir avec eux la part qui sera métropolitaine et la part qui sera communale. Ce travail est en cours et je trouve qu'il est sage que nous votions ce soir ce qui constitue une coquille vide que nous allons remplir par la discussion systématique au cours de l'année qui vient.

Mon inquiétude porte sur un autre sujet, elle concerne certes l'attribution de compensations qui va être demandée aux communes et sur leur budget de fonctionnement. Je signale à ce sujet que c'est la

loi qui nous impose d'utiliser le budget de fonctionnement, nous n'avons aucune possibilité de faire un transfert à partir du budget d'investissement, ce que nous souhaiterions les uns et les autres. Max Lévi s'était par exemple prononcé pour cette solution. Nous sommes donc obligés de passer par l'attribution de compensations en passant par le budget de fonctionnement. Or, toutes nos communes font des efforts depuis plusieurs années pour essayer de dégager des excédants de fonctionnement qui nous permet d'emprunter moins pour faire nos investissements lorsque nous avons besoin d'équiper nos communes. Et donc, je crains que cette attribution de compensation porte atteinte à cette capacité d'autofinancement que nos communes vont faire. Il faudra donc être très attentif. Et j'ai remarqué qu'à cette étape, nous n'avons pas adopté de méthode de calcul définitive et que nous sommes en train de rechercher différentes moyennes, différentes manières d'apprécier. Car il y a des communes qui ont fait un effort en voirie, d'autres ne l'ont pas fait parce qu'elles l'avaient fait avant et donc, nous devons faire attention. Ces différentes moyennes dont on discutera en assemblée communautaire, lorsque nous aurons suffisamment travaillé sur ces dossiers, nous amènera certainement à faire la moyenne des moyennes pour être le plus juste possible et qu'il n'y ait pas de perdants entre les différentes communes. Il faudra veiller en même temps à l'équilibre de chacune de ces communes, car elles ne sont pas identiques sur le plan financier, elles ne sont pas dans la même situation, elles ne sont pas non plus dans le même trajet de stratégie financière sur plusieurs années. Il faudra donc être très attentif à ça, dans un contexte où la dotation de fonctionnement allouée par l'État est en diminution et a pour objectif de nous faire disparaître complètement toute possibilité d'autofinancement. Et s'il y a quelque chose à dénoncer, c'est cette politique de réduction de la dotation de fonctionnement, parce que c'est celle qui risque d'étrangler nos communes, mais également l'Agglomération. Parce qu'il ne faut pas croire que l'Agglomération va échapper à cette baisse de dotation de fonctionnement. Il faut donc que dans ce débat, on fasse attention aux vraies responsabilités. Voilà ce que je voulais dire dans cette discussion.

Monsieur le Président

Je reprends pour moi tous les propos qui viennent d'être tenus par René Revol et qui ont été travaillés et discutés en Conférence des maires. Je vous ai apporté ici une page du Monde ou de Libération qui traite de la Métropole Aix-Marseille. Vous savez que la grande Métropole Aix-Marseille Provence passera Métropole au 1er janvier 2016, elle est composée de 119 maires, dont 113 qui sont contre, alors que la loi transforme automatiquement l'intercommunalité en Métropole. Le grief qu'ils reprochent à la loi, c'est l'aspect antidémocratique de cette réforme. Autrement dit, la loi a transformé Aix-Marseille en Métropole et les maires qui se trouvent à l'intérieur ne sont pas d'accord avec cette loi et s'expriment contre. Nous sommes nous sur un processus complètement différent qui a été discuté, qui a été travaillé et sur un Pacte de confiance des maires qui nous a permis de la créer. Donc, le fait que nous ayons été sortis de la loi était à la fois un mal, mais aussi un bien parce que ça nous a obligés à un processus démocratique qui nous a conduits à la co-construction de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole ». Et elle sert aujourd'hui d'exemple aux autres Métropoles puisque le Pacte de confiance des maires nous est demandé par toute une série de Métropoles. Et d'ailleurs, j'ai proposé mes services à Aix-Marseille pour présenter le Pacte de confiance des maires. Et ne pensez pas que c'est pour agrandir la grande région.

Je mets aux voix l'affaire 4.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – PROTOCOLE DE COOPÉRATION ENTRE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de Protocole de coopération entre la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté

d'Agglomération. Il y a une petite différence dans la libération et dans le texte que vous avez reçu qui concerne le PRAE Via Domitia, pour lequel nous avons conclu des accords avec la Région Languedoc-Roussillon. Au travers de cette délibération, nous actons l'ensemble des investissements de la Région sur le territoire de l'Agglomération qui concerne des compétences croisées que nous avons entre les deux collectivités. Est-ce que vous souhaitez prendre la parole sur cette affaire ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Juste une remarque pour expliquer notre vote. Nous voterons contre parce que nous le faisons déjà en région et je me demande comment vous pouvez vous avancer sur des sujets aussi prégnants même si la taille humaine, spatiale, infrastructurelle et systémique, ça fait froid dans le dos. Vous êtes en pleine lancée, vous êtes parti dans la stratosphère. Mais même si en termes élégants ces choses-là sont dites, demain la loi votée par l'UMPS sur la fusion va interdire la clause générale de compétences. Alors, je ne vois pas pourquoi vous partez sur des sujets en sachant pertinemment que vous ne pourrez pas aboutir.

Monsieur le Président

Nous avons repris les 5 piliers de la Métropole qui font partie de cette délibération et qui ont été les axes de travail et de discussion avec la Région Languedoc-Roussillon qui sera prête à délibérer en 2015 pour aider la Métropole de Montpellier, tant nous marchons main dans la main Damien Alary et moi.

Madame JAMET

Juste une remarque si vous le permettez. À l'issue de l'assemblée générale des régions de France, les présidents de région étaient tellement remontés que Monsieur Valls les avait reçus et à l'issue de cette assemblée, il avait été convenu que s'ils adoptaient le principe de la fusion et s'ils pliaient, ils auraient 75 % de la CVAE et la compétence exclusive sur la mobilité, les transports et l'économie. Donc, vous m'expliquerez ensuite comment vous allez gérer tout ça.

Monsieur le Président

Nous gérerons ça en bon père de famille, Madame Jamet et avec bon sens et en fonction du pays réel.

Madame JAMET

Bon père de famille, c'est la commune, c'est une échelle humaine, pas une Métropole.

Monsieur le Président

Je mets l'affaire 5 aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C'est une convention-cadre avec la Caisse des Dépôts qui a souhaité nous accompagner dans la création de la Métropole et dans la création du Pôle métropolitain. Avec Madame Veulet, ce matin, nous avons présenté l'ensemble des axes qui reprennent pratiquement textuellement les six grands piliers de la Métropole que je vous rappelle rapidement : la santé, le numérique, la mobilité, le tou-

risme, l'agroécologie et alimentation et la culture, le patrimoine et les sciences humaines. Six piliers porteurs de développement économique qui font partie des axes de travail que nous avons mis en place en partenariat avec la Caisse des Dépôts.

Avez-vous des observations à formuler sur l'affaire 6. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – MANDAT SPÉCIAL (MISSION ET REPRÉSENTATION) DES ÉLUS - PRISE EN CHARGE - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit là des mandats spéciaux et de leur prise en charge, qui concernent les frais réels sur justificatif qui pourraient être pris en charge par le budget de l'Agglomération à hauteur de 40 000 euros. Il s'agit là des frais liés aux missions qui sont à la discrétion et au vote de l'assemblée.

Est-ce que vous avez des observations à formuler ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - TARIFICATION DE L'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES - APPROBATION

Monsieur le Président

C'est la tarification de l'accès aux infrastructures. Chantal Marion.

Madame MARION

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Sur la tarification de l'accès aux infrastructures, ces tarifs sont destinés à l'exploitation des infrastructures numériques très haut débit de Montpellier Agglomération. Avec le passage à la Métropole, il convient de rendre homogènes ces tarifications, les tarifs appliqués sur les infrastructures des télécommunications afin d'avoir une offre cohérente vis-à-vis des opérateurs et l'ensemble du territoire de la collectivité. C'est pour cela que nous vous proposons, au niveau de la location des infrastructures, des frais d'accès aux services. Il faut savoir que le forfait antérieur était de 1 000 euros, il passe à 1 104 euros. Je tiens à vous signaler que sur les frais de maintenance, chaque souscription d'un service de location d'infrastructures sera obligatoirement liée à une prestation de maintenance. Cela est important. Maintenance assurée 24h/24h et 7j/7j.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver les tarifs appliqués à l'exploitation des infrastructures numériques très haut débit de Montpellier Agglomération. De dire que les crédits correspondants sont prévus au budget communautaire chapitre 920. Et autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Souhaitez-vous intervenir sur cette affaire ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Juste une question. Je n'ai pas vu s'il y avait une augmentation notable, puisque nous n'avons pas de tableau comparatif, ou si c'est des prix stables ?

Madame MARION

L'augmentation porte uniquement sur le forfait global qui passe de 1 000 euros à 1 104 euros pour la collecte fibre entre les zones d'activité économique, ce qui est vital et obligatoire et le nœud de

raccordement optique par an.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix l'affaire 8.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD4) PORTANT SUR LA TÉLÉRELEVÉ - AVENANT N°1 AU CONTRAT D'APPLICATION R&D PRD4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Marion

Madame MARION

Toujours dans le projet de cité intelligente dont je ne vous parlerai pas plus puisque vous commencez à le connaître, ce projet de recherche et développement est intitulé « PRD4-Télérelevé EcoCité ». Il est destiné à mettre en place un pilote développé par des partenaires et il va être déployé sur deux zones importantes, c'est-à-dire L'Écusson et Antigone à Montpellier et Port Marianne à Lattes. Il prévoit, tout d'abord pour le réseau eau potable, un suivi de l'ensemble des paramètres afin de détecter l'apparition des fuites. Au niveau du réseau d'assainissement, par temps sec, de détecter les écoulements anormaux qui pourraient se produire de nuit et par temps de pluie, les déversements en milieu naturel. Et pour les écoulements naturels, le suivi permanent des niveaux permettant, comme vous le savez en période de crue, de détecter les différents niveaux d'alerte. Le pilote que l'on appelle Télérelevé EcoCité a pour objectif de diminuer les prélèvements sur la ressource par une recherche permanente et optimisée des fuites et une sensibilisation des usagers à leurs consommations en eau. Ce contrat est à l'étape d'expérimentation et il a été finalisé et prendra effet au 1er janvier 2015 jusqu'à fin décembre 2015. Je voudrais signaler quand même que c'est sans incidence financière.

Je vous demande donc, si vous le voulez bien, il est proposé au Conseil d'approuver l'avenant numéro 1 au contrat d'application du projet de recherche et développement concernant le pilote de Télérelevé EcoCité. Et d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer avec IBM France, M2O City et Veolia, l'avenant numéro 1 au contrat d'application, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion.

Qui souhaite intervenir sur l'affaire 9 ? Je la mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - MONTPELLIER INTERNATIONAL INCUBATOR (MIBI) - AGRÉMENT DES TARIFS 2015 - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame Marion.

Madame MARION

Le BIC de l'Agglomération de Montpellier, qui a été classé 4e au top 10, a plusieurs rôles. Tout

d'abord, l'accompagnement et l'offre immobilière.

Monsieur le Président

Madame Marion, on aurait pu mettre le BIC aussi sur le bureau, 4e à l'international, sur un classement américain. Pas mal.

Madame MARION

Oui, c'est vrai, je n'y ai pas pensé. On aurait encore eu des applaudissements, mais enfin c'est Noël, Monsieur le Président. Le premier volet de l'accompagnement du BIC, c'est l'offre immobilière dans ces trois bâtiments qui se traduit par la location des bureaux à Cap oméga et au MIBI, des plateaux tertiaires, d'ateliers, espaces aménagés en laboratoire à Cap alpha. Le deuxième volet qui est important, de l'appui apporté par le BIC, c'est un accompagnement du porteur de projet ou de l'agent d'entreprise. Donc, cet accompagnement, quel qu'il soit, est considéré comme un investissement de la Communauté d'Agglomération en faveur de la création d'entreprises. La contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de l'Agglomération. Donc, le BIC de l'Agglomération met également à disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que les photocopies, les fax, le téléphone, les accès Internet. Donc, l'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs, à leur prix de revient ou en référence au prix du marché. En 2015, les redevances augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers, soit 0,57 % et les prestations hors énergie augmentent sur la base de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois, soit 0,20 %. Donc, en conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir approuver les tarifs joints en annexe. De dire que ces tarifs seront appliqués dans le BIC de Montpellier Agglomération à Cap oméga, Cap alpha et au MIBI, à compter du 1er janvier 2015. Et autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Souhaitez-vous intervenir sur cette affaire, sur le BIC ? Je mets aux voix l'affaire 10.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Je vous en remercie.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION

Monsieur le Président

Toujours Madame Marion, toujours pour le BIC, sur les pépinières d'entreprise Cap oméga et Cap alpha. C'est une demande de subventions.

Madame MARION

C'est une demande de subventions pour 2015. Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil, d'accompagnement, comme je viens de vous le dire. Et pour atteindre à l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation des entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs. Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à solliciter les plus larges subventions auprès de ces organismes qui sont parfois des instituts compétents pour l'année 2015. En conséquence, je demande au conseil de bien vouloir solliciter les plus larges subventions possible auprès des institutions compétentes. Et d'autoriser Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion.

Souhaitez-vous vous exprimer sur l'affaire 11 ? Je la mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ QUALIMÉDITERRANÉE - CONTRAT DE PERFORMANCE 2013-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui souhaite des informations complémentaires auprès de Chantal Marion ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°13 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ORGANISMES ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURS - AUTORISATION D'ADHÉRER

Monsieur le Président

Il s'agit d'autoriser l'adhésion de la Communauté d'Agglomération aux différents organismes professionnels permettant le déploiement de la stratégie économique du territoire. Madame Chantal Marion ne prend pas part au vote.

Souhaitez-vous intervenir ? Je mets aux voix.

Madame C.MARION ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – Z.A.C. CHARLES MARTEL EXTENSION - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - BILAN DE LA CONCERTATION - BILAN DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE L'ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION DU DOSSIER DE CRÉATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit du bilan de la concertation. Souhaitez-vous des explications supplémentaires ? Qui souhaite intervenir sur l'affaire 14 ?

Monsieur PETIT

J'interviens sur les affaires 14 et 15 qui sont liées de fait. Même si cette extension se situe sur le territoire de mon voisin, je n'ai rien contre le fait que l'on puisse étendre de fait les ZAC et les zones d'activités sur Montpellier, puisqu'à terme, nous en aurons bien besoin. J'attire votre attention sur le fait que cette ZAC est positionnée sur la RD612 que nous connaissons tous, mon voisin et moi-même, qui va sur Saint Jean de Védas. Et j'aimerais que quand on traite d'extensions d'activités sur ces territoires, on puisse aussi y associer les infrastructures qui vont éventuellement avant. Donc, je réitère, avec Madame Isabelle Guiraud, notre volonté de faire déboucher la RD612 correctement sur le futur COM et par défaut aussi sur le futur boulevard urbain. Il me semble essentiel, si on veut développer l'activité de ces zones économiques, de pouvoir au moins leur donner un accès cohérent vers leur zone de travail qui a priori seront plutôt sur Montpellier que sur Saint Jean de Védas ou Sète ou Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. Nous sommes tout à fait au clair là-dessus puisque concernant le COM

et l'ensemble des voiries afférentes, nous souhaitons ardemment et avec l'aide de l'État et de Monsieur le Préfet installer cette orientation politique dans le CPER, dans le contrat de plan État Région avec l'aide de l'Agglomération qui sera présente. Nous avons, avec Christian Fina, à la mi-janvier, rendez-vous au ministère des Transports pour discuter de toutes ces infrastructures, le 28 janvier à 17h.

Je mets aux voix l'affaire 14.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – Z.A.C. CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - DOSSIER D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications supplémentaires auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE POUR LE DÉPLACEMENT DU RÉSEAU DE COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE RUE TERRE MÉGÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Chantal Marion.

Madame MARION

S'agissant du parc d'activités du Salaison qui a reçu le prix HQE que j'ai remis tout à l'heure au Président de l'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de la réhabilitation des réseaux vétustes, ainsi que des voiries et du parc d'activités, les travaux qui sont menés sur la rue Terre Mégère impactent l'infrastructure du réseau téléphonique qui est la propriété de la société Orange. En conséquence, ce réseau doit être dévoyé sur la même rue. À cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Orange se sont rapprochées afin de définir les modalités d'exécution des travaux. Ce qui est une bonne chose. Il a été convenu des principes suivants : en ce qui concerne la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ça va être l'ouverture des tranchées, la pose des équipements de génie civil fournis par Orange, la fermeture des tranchées et la réfection des revêtements. En ce qui concerne la société Orange, elle va fournir à ses frais le matériel nécessaire au déplacement de l'infrastructure du réseau téléphonique, financer toutes les opérations de câblage du réseau téléphonique, ainsi que les reprises des branchements sur ce même réseau. Et elle assurera aussi l'étude du projet et l'assistance technique des travaux.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Souhaitez-vous d'autres explications ? Monsieur le maire de Vendargues.

Monsieur DUDIEUZERE

Monsieur le Président, merci de ce qui se passe sur la zone de Vendargues. Je suis ravi du prix HQE, je suis ravi que l'Agglomération l'ait partagé avec votre serviteur et la commune de Vendargues. Je voudrais remercier toutes les personnes qui ont initié ce projet qui a duré une dizaine d'années. Je voudrais citer le Président Frêche, le Président Moure, vous-mêmes, les services de Christian Fina ou de François Delacroix. Mais je voudrais partager ce prix avec quelqu'un qui est

tous les jours sur le terrain et qui fait un travail formidable, qui est un fonctionnaire de l'agglo et qui est Guillaume Soulé. Parce qu'il faut un très gros travail, il est d'une qualité extraordinaire. Je voulais le dire ce soir parce qu'on en parle peu, mais il fait un travail extraordinaire.

Je voudrais aussi rebondir et réveiller votre attention aussi. Dès que vous serez Président de la Métropole, il y a quand même un point noir à la sortie de cette zone, c'est le carrefour entre la 610 et la 613. Il y a eu trois morts, il y a des accidents tous les jours, les motards tremblent quand ils passent devant tous les jours. Alors, la compétence est depuis 6 ans au Conseil général et quand j'ai vu que le Conseil général et les conseillers qui s'occupent de ce canton avaient laissé tomber le dossier, j'ai écrit au président Vézinhét qui m'a fait une réponse que je vais vous lire en partie :

« L'Agglomération de Montpellier ayant fait le choix de se transformer en Métropole au 1er janvier 2015, cela entraîne, indépendamment de ma volonté, un transfert au moins partiel de la voirie départementale. Ce dernier s'effectuera dans des conditions de compensations financières qui, pour les routes susceptibles d'être transférées, comme c'est le cas dans le secteur éminemment urbain qui nous concerne, nécessitent une remise à plat des conditions de financement des projets à conduire ».

Donc, ce que je vous demande, Président, c'est que dès que vous aurez remis vos écharpes le 6 ou le 12 janvier, il faudra se préoccuper de ce dossier qui est le premier dossier de l'Est de Montpellier qui est très important et très grave. Merci.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur le Maire. Vous savez que je me préoccupe beaucoup des prérogatives du Conseil général. Non pas que je souhaite l'absorber, mais je souhaite travailler avec, en partenariat et en respect mutuel. C'est la raison pour laquelle j'ai été amené à présenter une série de candidats sur les 5 cantons de Montpellier. Et comme je vous en ai fait part, Monsieur le Maire, lors d'une réunion que j'ai tenue ici même dans l'ancien bureau de Georges Frêche au 7e étage, j'ai dit à tous les maires que je ne me préoccuperai pas des candidatures qu'il y a sur l'ensemble des cantons extérieurs à la ville de Montpellier. Cependant, je les regarde avec attention, je regarde l'histoire qui s'écoule doucement. Et je pense que la présence de conseillers généraux actifs sur l'ensemble des territoires concernés sera un plus pour la Métropole et que nous aurons à travailler ensemble sur des projets d'infrastructures utiles et importants pour le territoire. C'est la volonté que je formule et qui est également partagée par les services de l'État et par le Préfet.

Je mets aux voix l'affaire 16.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°17 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ VIA DOMITIA NORD LIEN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VENDARGUES - DOSSIER DE RÉALISATION - AVIS DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION INTER-COMMUNALE COMPÉTENT

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications particulières auprès de Chantal Marion ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°18 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE "REMISE EN ÉTAT DE BERGES FLUVIALES DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Monsieur le Président

Madame Touzard étant excusée, c'est Monsieur Pellet qui est rapporteur. Souhaitez-vous des informations auprès d'Yvon Pellet ? Monsieur Pellet, faites-nous un compte rendu de l'affaire et Madame Cassar après.

Monsieur PELLET

Un petit résumé. L'Agglomération exerce la compétence insertion économie en lieu et place des communes membres. Donc, l'Agglomération souhaite soutenir l'action du chantier d'insertion et d'utilité sociale remise en état des berges fluviales du territoire de l'Agglomération de Montpellier suite aux intempéries violentes qui ont frappé le territoire en 2014. Les deux rivières concernées sont les berges du Lez et de la Mosson. La structure retenue pour mener ce chantier sera financée par l'État et les collectivités territoriales et accueillera un public jeunes adultes en difficulté d'insertion professionnelle, c'est donc un type chantier d'insertion. Il s'agit de réaliser des opérations d'abattage d'arbres, de levées d'embâcles et de nettoyage des berges. Et on a vu, lors des dernières inondations, les embâcles ont provoqué de graves dégâts. La nature précise des travaux, ainsi que les zones concernées seront fixées entre la Communauté d'Agglomération, le SYBLE et en concertation avec les communes. Là-dessus, on nous demande une participation à l'Agglomération de 30 000 euros, 15 000 euros au budget 2014 et 15 000 euros au budget 2015, sur un total de financement de 316 000 euros. Donc, je vous demande de bien vouloir autoriser le Président à accorder ces aides. Donc, 15 000 euros qui seraient inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 929 et 15 000 euros au budget 2015.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pellet. Madame Cassar.

Madame CASSAR

Monsieur le Président. Bien évidemment, je suis tout à fait favorable à ce rapport. Mais sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier, il y a plusieurs communes qui sont couvertes par un PPRI, plan de prévention du risque inondation, dont la commune de Pignan. Il est vrai que le nettoyage est une mesure de prévention du risque. C'est un nettoyage que nous effectuons parce que nous avons, sur notre commune, 5 ruisseaux qui traversent le territoire, dont le plus gros, la Vertublane, qui se jette dans la Brune puis dans la Mosson. Ce nettoyage, nous le faisons faire chaque année, notamment en période d'été par les employés municipaux de la commune. Et c'est vrai qu'en cette fin d'année, on peut croire au père Noël et moi j'y crois encore. Et le vœu que je formulerais, ce serait d'étendre cette mesure, de pérenniser d'abord cette mesure et de l'étendre à l'ensemble des communes qui sont couvertes par un PPRI et donc soumises au risque inondation.

Monsieur le Président

Merci, Madame Cassar. Souhaitez-vous intervenir ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Une question tout aussi brève. Madame le Maire parle justement de PPRI et c'est ma question. Ne s'agit-il pas là d'aménagement du territoire ou du secteur environnemental ? Pourquoi est-ce que ça sort sur les lignes budgétaires emploi ?

Monsieur le Président

Parce que c'est un chantier-école et que Madame Touzard est déléguée à l'insertion.

Je mets aux voix l'affaire 18.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°19 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – ASSOCIATION FOR.C.E - CHANTIER D'INSERTION "TRAVAUX PUBLICS - RÉNOVATION DES VOIES URBAINES" À GRABELS - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - FONDS DE CONCOURS AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Souhaitez-vous des informations complémentaires auprès de Monsieur Pellet, rapporteur ? Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Ce n'est pas une information, c'est pour soutenir ce dossier et le dédier à la mémoire de quelqu'un qui était dans cette assemblée, à mes côtés et qui est décédé, Monsieur Richard Campos. Il portait ce dossier et nous avons enfin pu le mettre en place. C'est un chantier d'insertion qui s'installe sur la commune de Grabels avec 14 000 euros qui sont donnés par l'Agglomération et qui vont occuper sur des travaux de voiries notamment qui ont été particulièrement défoncées ces derniers temps à cause des inondations. Je voulais juste faire cette remarque.

Monsieur le Président

Y a-t-il d'autres interventions ?

Je mets aux voix l'affaire 19.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ZAC CANTAUSEL À SAINT-BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler ou des questions à poser à Stéphanie Jannin rapporteur ? En sachant que mesdames Isabelle Guiraud, Patricia Miralles et Messieurs Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert, Max Lévida, Sauveur Tortirici et Pascal Krzyzanski ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°21 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ZAC CANTAUSEL - SAINT-BRÈS - PARTICIPATION À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PORTÉE PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIER (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications supplémentaires auprès de Madame Jannin ?

Madame Guiraud, Madame Miralles, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert, Max Lévida, Sauveur Tortirici et Pascal Krzyzanski ne prennent pas part au vote.

Monsieur Rouilleault ?

Monsieur ROUILLEAULT

Juste une question qui vaut également pour la délibération précédente. Il y a 25 % de logements sociaux, à Castelnau par exemple il y en a 30 % et je pense que c'est bien. Je voulais juste signaler ce point-là, ça me permet, pour une fois, de dire mon accord.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Rouilleault. Quand on reconnaît l'intérêt général, c'est bien.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°22 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ENFOUISSEMENT DES LIGNES À HAUTE TENSION À L'EST DE MONTPELLIER - VILLES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION D'ÉTUDES PRÉALABLES AVEC RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ (RTE) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame JANNIN

Monsieur le Président, mes chers collègues. Dans le cadre de l'aménagement des quartiers d'activités tertiaires Eureka et Mermoz et du projet de quartier extension Eureka sur les communes de Montpellier et de Castelnau, aménagements qui ont été confiés à la SERM, il est apparu nécessaire d'étudier la mise en souterrain et la dépose des lignes à haute à tension et très haute tension qui surplombe actuellement ces secteurs. Ces enfouissements visent à améliorer le cadre de vie des quartiers est de Montpellier et Sud de Castelnau. Ils ont pour conséquence de permettre la commercialisation de l'eau gelée du fait de la présence de ces lignes et de permettre donc une meilleure valorisation de terrain qui restait urbanisable tout en étant très contraint par ces lignes. L'enfouissement de ces lignes permet donc d'aboutir à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement et à une meilleure qualité urbaine. Dans ce but, une convention d'étude avec Réseau de transport d'électricité, RTE a été approuvée avec pour objectif de faire le bilan opérationnel et financier d'un tel enfouissement. Les études, objet de cette convention, ont été effectuées par RTE et remises à l'Agglomération fin 2012. À la demande du Président, il a été indiqué à RTE de travailler encore pour que cette opération ne coûte pas à l'Agglomération. C'est-à-dire que le coût de l'enfouissement soit couvert par les recettes des charges foncières obtenues par la libération du foncier et également par les contributions de RTE. Ce travail est en cours d'aboutissement et laisse penser que nous pourrions maintenant atteindre cet objectif d'une opération blanche pour l'Agglomération et il est nécessaire aujourd'hui de prolonger, avec RTE, l'étude de certains tracés, ce que nous proposons de faire dans cette délibération. La réalisation de ces études complémentaires nécessite un avenant à la convention d'étude. Le coût est de 110 000 euros et l'échéance de réalisation est de 4 mois. Nous pouvons noter que si les travaux sont réalisés, la contribution financière de RTE portera également sur les montants des études qui seront donc remboursés à l'Agglomération.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin et merci à RTE également parce que nous avons écrit à RTE pour plusieurs raisons. D'abord, pour limiter les coûts, mais aussi pour que la qualité des travaux d'enfouissement soit compatible avec la santé des populations. C'est-à-dire qu'il faut une certaine profondeur pour enfouir les lignes à haute tension et un certain nombre de couches préventives de matériaux spécialisés pour pouvoir les recouvrir. Nous avons d'ailleurs délibéré en ce sens à la mairie de Montpellier.

Je mets aux voix l'affaire 22.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – APPEL À CANDIDATURE ECOCITÉ VOLET RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES COPROPRIÉTÉS - CANDIDATURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Jannin.

Madame JANNIN

Le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte définit une politique ambi-

tieuse de rénovation thermique du parc immobilier. En matière de parc résidentiel privé, la France se fixe comme objectif de rénover énergiquement 500 000 logements par an à compter de 2017. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit déjà dans le plan de rénovation énergétique de l'habitat lancé par le gouvernement au travers de missions qu'elle mène dans le cadre de la délégitation des aides à la pierre d'une part, complété sur le plan de la rénovation énergétique par l'adoption de son PCET, plan climat énergie territoriale pour 2013-2018.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose ainsi d'engager une stratégie d'accompagnement de la rénovation thermique des logements et de sa massification. Il est important de rappeler le défi de la rénovation thermique des copropriétés qui est triple. D'abord, un enjeu climatique effectivement en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Mais aussi un enjeu social pour résorber la précarité énergétique. Et également un enjeu économique très important pour notre territoire en termes de création d'emplois et d'émergence de nouveaux emplois liés à ces nouveaux types de travaux. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a initié, fin 2013, une démarche exploratoire sur les modalités de soutien à la rénovation thermique des copropriétés et dans ce cadre a été lancé un appel à candidatures auprès des copropriétés du territoire qui visait à retenir des copropriétés de nature différente. Une trentaine de copropriétés se sont alors portées candidates et sur cette base, la Communauté d'Agglomération a retenu 4 copropriétés représentatives. Parallèlement, la SERM a présélectionné également parmi ces copropriétés candidates 8 autres copropriétés ainsi que deux résidences en logements intermédiaires. Par ailleurs, l'État, dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir grands emprunts, a lancé un nouvel appel à candidatures ouvert uniquement aux territoires labellisés éco cité, nous sommes labellisés éco cité, pour financer sur les fonds villes de demain des projets de rénovation thermique des copropriétés. À la clé peuvent être sollicitées, pour ces copropriétés identifiées, des subventions de travaux allant jusqu'à 35 % de prise en charge et également des participations pour la création de structures de tiers d'investissement. Le dossier de candidature incluant un programme d'actions détaillé doit être déposé par la collectivité avant le 31 décembre 2014 et nous proposons donc de déposer ce dossier de candidatures pour continuer ce travail. Dans ce cadre, ce sont plus de 1 000 logements sur une dizaine de copros qui peuvent être inclus à notre candidature.

Ces financements exceptionnels sont, je le rappelle, une opportunité d'enclencher, sur notre territoire, une première vague de projets de rénovation thermique ambitieuse en copropriété, d'organiser et de tester la chaîne d'acteurs nécessaires à leur accompagnement et d'amener les entreprises locales à se positionner dès maintenant sur ce marché, à se structurer et à optimiser leurs offres.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame Jannin, pour cet exposé sur cette affaire qui est très importante, qui nous permettra de réduire en partie la précarité énergétique par la rénovation thermique des copropriétés. Nous avons pour cela l'aide du gouvernement, de Madame Sylvia Pinel, Secrétaire d'État déléguée au logement et de Monsieur Harlem Désir puisque ces programmes sont justiciables du fonds européen et que Monsieur Harlem Désir en est chargé au niveau de ses délégations gouvernementales. Le débat est ouvert, qui souhaite s'exprimer ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – ÉTAT DE RÉALISATION 2013 ET D'AVANCEMENT 2014 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT - APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur Ségura.

Monsieur SEGURA

Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues. Juste un petit bilan succinct, mais complet sur la

croissance démographique, sur le dossier de recensement 2011. On s'aperçoit que la population a augmenté de plus 1,03 %, soit 4 280 habitants par an. Une baisse de 22 % par rapport à 2012 qui était une année faste, mais 4 900 logements, soit 82 % sur 5 000 logements par an fixés par le PLH ont été réalisés. On sent une reprise pour 2014, sachant que l'année 2014 n'est pas terminée puisque l'on enregistre 4 721 logements aux trois premiers trimestres, il manque donc encore un trimestre à comptabiliser. On a réalisé 1 634 logements sociaux financés en 2013 pour un objectif fixé à 1 500 logements par an dans le PLH, soit 1 505 logements aux familles et personnes défavorisées et 129 places créées dans les hébergements. Soit 29 % de l'ensemble des logements autorisés en 2013 pour un objectif fixé à 30 % par le PLH. On enregistre 21 224 demandes de logement en 2013, ce qui a augmenté en un an de 7 %. Nous sommes à 17,4 % de logements sociaux dans l'Agglomération de Montpellier en 2013, il manque donc, au regard de la loi Duflot, 14 096 logements sociaux. Les actions de rénovation des logements sociaux, plan de sauvegarde et programme d'intérêt général ville et Agglomération de Montpellier, 2013, 4 234 692 euros, dont 3 936 398 euros par l'ANAH et 307 564 euros sur les fonds propres de l'Agglomération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-président. Avez-vous des interventions à faire sur ce sujet, des observations à formuler ? Monsieur Hervé Martin, Monsieur Lussert et Monsieur Fourcade.
Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Merci, Monsieur le Président de me donner la parole. Il ne s'agit pas pour moi, bien entendu, de hiérarchiser les questions que nous avons à traiter en Conseil d'Agglomération, parce qu'il est vrai que les sujets que nous avons à traiter ont tous une importance sérieuse et au fur et à mesure que les compétences des communes sont transférées vers l'Agglomération, nous aurons de plus en plus de compétences importantes à traiter. Mais par contre, si on peut s'essayer à hiérarchiser les sujets d'importance, les sujets mêmes d'inquiétude malheureusement trop souvent de nos concitoyens sur le territoire de l'Agglomération, je crois que deux sujets apparaîtraient très naturellement, c'est la question de l'emploi et la question du logement qui sont intimement liées. C'est pour ça que je me félicite qu'il soit bien noté, dans l'affaire que nous allons voter, que le PLH met en œuvre une politique volontariste de l'habitat que nous pouvons avoir sur le territoire de l'Agglomération.

Je voudrais juste me féliciter d'un certain nombre de points positifs qui ont été pour certains évoqués à l'instant par Noël Ségura et en même temps rappeler que par exemple l'objectif de 5 000 logements neufs par an, évidemment comme les autres objectifs, doivent s'entendre sur une moyenne annuelle sur la durée du PLH. C'est-à-dire que là, cette année, je lis qu'il y a 4 090 logements neufs qui sont sortis de terre, il y en avait 5 222 l'année précédente. Apparemment, on part également sur une meilleure base pour l'année d'après, évidemment il faut lire cela en tant que moyenne et pas forcément s'affoler quand une année est moins bonne qu'une autre, ce qui peut paraître naturel. Je pense que chacun ici en tant qu'élus est bien placé pour savoir que l'on ne sort pas des bâtiments de terre comme l'on sort des baguettes d'un four. Il faut donc bien voir ça en termes de moyenne.

Un point important que je voulais souligner, parce que je sais que tout le monde y est sensible ici et c'était l'un des objectifs importants du PLH, c'était un rééquilibrage entre la ville centre et les communes périphériques. L'année dernière déjà plus de 50 % de ce qui avait été réalisé avait été réalisé dans les 30 communes autour de Montpellier. Et je lis que cette année encore, 54 % du réalisé l'a été sur les communes périphériques et donc, par voie de conséquence, 46 % sur la ville de Montpellier. Il y a donc ce rééquilibrage qui se produit et que l'on retrouve au niveau du logement social. L'objectif effectivement, et même si le nombre global de logements n'atteint pas l'objectif des 5 000, mais l'objectif principal, selon moi, qui est les 1 500 logements locatifs sociaux familiaux, cet objectif-là est atteint. Ce qui représente du coup, 36 % du réalisé. Donc, quand je me rappelle ce que l'on pouvait me dire sur la difficulté à réaliser 30 % de logements sociaux, je vois que là, on a réussi

à en faire 36 % et j'en suis totalement ravi.

D'autant plus qu'il faut faire attention au type de logements sociaux qui sont produits. Je lis que 92 % des logements sont soit des PLUS, soit des PLAI, c'est-à-dire des logements véritablement sociaux et que le PLS qui est le logement social le moins social ne représente que 8 %. Je crois qu'il faut regarder cette évolution-là dans le temps. C'est-à-dire qu'en 2007, si je me souviens bien, on devait être à 70 % de PLS. Nous avons atteint, il y a un an ou deux, 3 % de PLS, nous sommes ici à 8 %, c'est-à-dire à une part que je qualifierais de marginale sur ce logement social le moins social.

Là où il y a une difficulté qui n'est pas nouvelle et je crois qu'il faut faire attention à véritablement porter nos efforts là-dessus, c'est un problème que nous avons bien identifié, c'est sur l'accession abordable.

Il est vrai que dans les années précédentes, nous n'avions pas été très forts là-dessus, je vois que cette année, on a des difficultés au démarrage sur cet aspect-là. Or, c'est un aspect important dans la chaîne du logement. C'est-à-dire entre le logement social et le logement privé, voire la propriété privée, l'accession abordable pour les classes moyennes et en particulier pour les primo accédants, pour éviter ce que l'on observe. C'est-à-dire des ménages qui vont s'installer loin de l'Agglomération, ce qui pose des problèmes de transport, d'environnement, etc. Donc, je crois qu'on a là un exemple parce que par rapport à ce que j'ai pu entendre tout à l'heure, il est hors de question pour moi de me situer comme un rebelle de la Métropole. J'ai toujours dit l'attachement que j'avais aux types de coopérations que l'on pouvait créer entre les communes. Je tiens d'ailleurs à rappeler que cette coopération avait été importante de la part de 12 communes de l'Agglomération qui avaient accepté de jouer le jeu du logement social et des 30 % entre autres de logements sociaux alors que la loi SRU ne s'impose pas à elles. Voilà un bel exemple de coopération qui avait été mis en place. Il n'empêche que maintenant, nous sommes dans le cadre de la Métropole et que je pense que voilà un type d'exemple de coopérations qu'il faut effectivement poursuivre. Parce que ça n'a pas que des incidences en termes de logements, mais plus le logement est accessible pour les habitants de l'Agglomération, plus leur part de revenus disponibles évidemment augmente. Et c'est bien là l'objectif. C'est-à-dire que bien souvent on va viser, à juste titre, la baisse du prix du transport, la baisse du prix de l'eau, la baisse d'un certain nombre de charges qui pèsent sur les ménages, mais n'oublions pas la part prépondérante du logement. Et si cette part là diminue, c'est pour ça que le PLH prévoyait, entre le logement social, l'accession abordable, etc., au total 60 % de prix en dehors du marché pour essayer de faire en sorte que les ménages récupèrent une part de revenus disponibles la plus importante possible, revenus qui du coup sont injectés dans d'autres secteurs de l'activité économique locale, ce qui est particulièrement important pour notre Métropole à venir à partir de janvier. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Martin pour vos propos emprunts de pragmatisme et de sagesse. Monsieur Lussert.

Monsieur LUSSERT

Monsieur le Président, avec votre permission, je vais passer mon tour. Je voulais réagir sur le point précédent, notamment sur ce que vous avez dit et je n'ai pas assez promptement levé la main pour que vous me donniez la parole. Je vais donc passer mon tour à Monsieur Fourcade et si vous voulez bien me donner la parole après que vous ayez fait voter.

Monsieur le Président

D'accord. Monsieur Fourcade.

Monsieur FOURCADE

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président. Je comprends très bien et partage sans réserve

les objectifs de ce programme local de l'habitat 2013-2018 qui a comme stratégie de poursuivre l'effort de constructions neuves afin de maintenir et même de soutenir une dynamique démographique positive indispensable pour notre territoire. Je reste néanmoins plus réservé quant à la territorialisation de ces objectifs à l'échelle de chaque commune. Cette territorialisation est aujourd'hui rendue obligatoire par la loi Molle, mais les objectifs de construction de 2 100 logements d'ici 2018 attribués pour la commune de Lattes me semblent être élevés et ne peuvent être tenus en si peu de temps sans prendre le risque de désorganiser notre commune. Je pense notamment aux impacts sur la circulation routière ou sur les capacités d'accueil de nos infrastructures. C'est pour cette raison, Monsieur le Président et Monsieur le Vice-Président, que je m'abstiendrai sur cette affaire. Merci.

Monsieur le Président

Ok. Je vais faire voter l'affaire 24 et je donnerai la parole juste après à Monsieur Lussert. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

S'est abstenu : M. Jean-Noël FOURCADE.

Monsieur Lussert.

Monsieur LUSSERT

Merci, Monsieur le Président. C'était pour signaler qu'à Prades-le-Lez, c'est aussi Noël et j'aurais voulu partager le label éco quartier que j'ai reçu aujourd'hui au ministère du Logement des mains mêmes de Sylvia Pinel pour l'aménagement du quartier que nous appelons le Viala est. Je voudrais le partager, mais quand même le ramener à Prades parce que nous n'en avons pas beaucoup nous là-bas. Et puis, je voudrais surtout remercier ceux qui ont permis cela, en particulier l'Agglomération bien sûr, qui s'est portée garante des différents emprunts que la SERM, que je remercie également, avait dû faire pour réaliser ceux-ci. Un petit clin d'œil aussi à Antoine Garcia Diaz, à EGIS Aménagement, à Ametis, à Bacotec et à Maisons Claude Rizzon qui étaient les concepteurs et les constructeurs dans cette affaire. Je signalerais que nous n'étions que 19 dans toute la France, que dans le Sud, il y avait Bordeaux, Grenoble, trois villes toulousaines – Blagnac, Graulhet et une autre – et Prades. Et donc, que je suis particulièrement satisfait de vous annoncer cette nouvelle. Notre projet a été remarqué pour sa mixité urbaine et sociale, sa prise en compte du patrimoine naturel dans les espaces publics, le traitement des espaces pour la gestion de l'eau. Pour terminer, je dirais à mes collègues qui étaient là au mandat précédent, souvenez-vous de ces cubes en bois dont nous avons parlé, qui étaient résolument modernes en termes d'architecture, c'est ceux-là même qui nous ont permis d'obtenir ce prix aujourd'hui. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire et félicitation à Prades-le-Lez.

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « KAORA » - ZAC OVALIE LOT 18A2, RUE ANDRÉ PUIG AUBERT À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur Noël Ségura ? En sachant que Madame Lévy, Madame Miralles, Robert Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Savy, Madame Illaire et Bernard Travier ne participent pas au vote.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « LES JARDINS DE SAINT-JEAN » - ZAC DE ROQUE FRAISSE À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je suis le rapporteur puisque Monsieur Ségura ne peut pas participer aux débats ni prendre part au vote. Il est donc proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 1 069 787 euros représentant 100 % du prêt sollicité par SFHE Groupe Arcade auprès de ARKEA banque entreprise et institutionnelle pour financer la réalisation de ces six logements.

Je mets aux voix.

M. Noël SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 41 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC ROQUE FRAISSE, LOT N°8 À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications complémentaires auprès de Noël Ségura ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - DÉLIBÉRATION N°12592 DU 30 OCTOBRE 2014 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Il s'agit là de la délibération du 30 octobre 2014 et d'une modification. Qui demande des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°29 : POLITIQUE DE LA VILLE – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET AU CONSEIL D'ADMINISTRATION - APPROBATION

Il est proposé de désigner, suite à l'augmentation de la participation de l'Agglomération au sein du GIP, plusieurs représentants. Madame Dardé, vous avez la parole.

Madame DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Vous vous souvenez que nous avons, le 1er octobre 2014, prorogé de deux années supplémentaires la durée du groupement d'intérêt public concernant la politique de la ville. Et nous avons proposé de modifier la répartition des droits statutaires entre les différents partenaires, dont la ville de Montpellier et l'Agglomération. L'Agglomération devenant ainsi, avec 37 % des droits statutaires, le membre le plus représenté à l'assemblée générale du GIP avec 4 représentants. Donc, en conséquence, en application de cette modification, il convient de procéder à la désignation de ces représentants qui sont désormais 4 titulaires et 4 suppléants pour

l'assemblée générale et 2 titulaires et 2 suppléants pour le conseil d'administration. En conséquence, il est proposé au conseil d'une part de ne pas désigner à bulletin secret, mais à main levée ces représentants et d'autre part de les désigner pour l'assemblée générale et pour le conseil d'administration et d'autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes les fonctions dans ce cadre.

Monsieur le Président

Donc, pour l'assemblée générale du GIP, votre serviteur et Madame Jannin en suppléante. Madame Dardé titulaire et Madame Yague suppléante. Madame Lévy-Rameau titulaire et Monsieur Krzyzanski suppléant. Et Monsieur Cotte titulaire et Madame Bouallaga suppléante. Et pour le conseil d'administration du GIP, votre serviteur et Madame Jannin en suppléante. Madame Dardé titulaire et Madame Yague suppléante.

Je mets aux voix l'affaire 29.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°30 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MADAME BERTHOMIEU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Guiraud rapporteur et Vice-Présidente ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : RESSOURCES HUMAINES – COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - VILLE DE MONTPELLIER - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Je me demandais ce que j'allais dire. Je pense que vous avez lu la délibération, je ne vais pas vous infliger les textes, les lois et compagnie. Mais je pense que c'est une première étape avant la Métropole. Je pense que c'est bien passé, en tout cas au niveau de l'Agglomération, avec les syndicats aussi bien hier en comité technique que cet après-midi en CAP. Je pense que ça passe et que c'est aussi une bonne idée et que ça préfigure certainement un certain nombre de choses. Mais du certain nombre de bonnes choses, je vous en parlerai peut-être un peu dans les 3-4 questions suivantes.

Monsieur le Président

Et je me joins à vous, Monsieur le Vice-Président, pour féliciter l'ensemble des syndicats pour leur comportement exemplaire dans les élections professionnelles et féliciter tous les participants.

Monsieur BONNAL

Et avec un taux de participation qui était très important.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 31.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°32 : RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION CADRE RELATIVE À L'ORGANISATION DE CONCOURS ET D'EXAMENS PROFESSIONNELS ENTRE LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HÉRAULT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LES ÉTABLISSEMENTS NON AFFILIÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

On est toujours d'accord avec le centre de gestion, mais pour l'organisation des examens et concours, c'est une suite. Mais quelque part, je me demande même si un jour, dans le cadre de la Métropole, il ne faudra pas que l'on soit nos propres organisateurs. Mais je ne l'ai pas dit. Donc, simplement les concours et examens avec le CDG.

Monsieur le Président

Qui demande des explications sur l'affaire 32 ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : RESSOURCES HUMAINES – RENOUELEMENT DE L'ADHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DE LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC) - APPROBATION

Monsieur le Président

Toujours Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Vous connaissez cette adhésion que nous renouvelons régulièrement. Mais là aussi, dans le cadre de la Métropole, je pense que ce serait intéressant que GEFLUC se produise entre guillemets dans les communes. En tout cas, en tant que maire, j'y pense, surtout si je dois m'arrêter de fumer.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Bonnal. Avez-vous des observations à formuler ou des questions à poser ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION ANNUELLE 2015 DE MOYENS AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

En sachant que mesdames Isabelle Touzard, Madame Lloret, Véronique Pérez, Patricia Miralles, Madame Gianiel, Madame Bueno, Madame Galabrun-Boulbes, Madame Dardé, Madame Guiraud et messieurs Gérard Castre, Pierre Bonnal, Yvon Pellet, Monsieur Meissonnier, Thierry Breyse, Monsieur Raymond, Monsieur Savy, Monsieur Balazun, Monsieur Revol, Monsieur Cousquer et Monsieur Moynier ne participent ni au départ ni ne prennent part au vote.

Monsieur BONNAL

Est-ce que nous allons être assez pour voter ? Je ne vote pas non plus. Sur la convention annuelle que l'on renouvelle. Quelque part aussi, dans un cadre métropolitain, ça ne me déplairait pas d'avoir une association de ce type dans toutes les communes parce qu'il y a quand même de sacrées différences entre nos personnels.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 34.

Mesdames Isabelle Touzard, Eliane Lloret, Véronique Perez, Patricia Miralles, Isabelle Gianiel, Rosy Bueno, Jackie Galabrun-Boulbes, Catherine Dardé, Isabelle Guiraud et Messieurs Gérard Castre, Pierre Bonnal, Yvon Pellet, Jean-Luc Meissonnier, Thierry Breysse, Joël Raymond, Jean-Luc Savy, Génies Balazun, René Revol, Jean-Luc Cousquer et Arnaud Moynier ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°35 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Qui demande des explications ?

Monsieur BONNAL

Comme d'habitude, des confirmations de postes et autres.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre, 1 abstention).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Monsieur BONNAL

J'aimerais savoir pourquoi on s'abstient sur le personnel.

Monsieur le Président

Alors, pourquoi vous êtes-vous abstenus ?

Madame JAMET

Je ne m'abstiens pas, je vote contre.

Monsieur BONNAL

Mais c'est plus pire. Nous n'allons pas nous étendre, mais si nous avons l'occasion d'en discuter, j'aimerais bien comprendre quand même. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal, vous aurez l'occasion de poser à Madame Jamet cette délicate question autour du cocktail tout à l'heure.

AFFAIRE N°36 : FINANCES – CHANGEMENT DE NOMENCLATURE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE APPLICABLE AUX MÉTROPOLES (M57) - AUTORISATION

Monsieur le Président

Max Lévida.

Monsieur LEVITA

Je vous propose tout simplement de passer de la nomenclature en M14 à la nomenclature en M57. Vous avez un exemple de ce que ça entraîne comme modifications ainsi qu'il est indiqué. Et l'explication essentielle de ce changement de nomenclature, c'est que nous nous préparons, le cas échéant, à récupérer certaines compétences de la région, voire du département, ce que la M14 ne

permettait pas. C'est tout et c'est le cas échéant.

Monsieur le Président

Et les compétences de l'État aussi, il ne faut pas les oublier. Nous allons donc être la première Métropole à se doter de cette nomenclature budgétaire.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°37 : FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CRÉDITS - AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2015

Monsieur le Président

Monsieur Lévit.

Monsieur LEVITA

Cette délibération est une délibération que les communes doivent adopter également. Nous l'avons fait hier soir. Comme notre budget ne sera pas disponible avant vraisemblablement le mois de mars 2015, il est nécessaire que les services puissent fonctionner. Nous vous proposons donc, dans ce cadre-là, d'adopter, pour le budget principal à hauteur de 25 % pour les services de l'Agglomération. Et la même opération est également faire pour les budgets annexes, funéraires, assainissement, SPANC et l'eau potable et les transports.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit. Souhaitez-vous intervenir sur l'affaire 37 ? Monsieur Lannelongue.

Monsieur LANNELONGUE

Monsieur le Président, chers collègues. Juste deux questions là-dessus puisque c'est un sujet que nous avons débattu hier en Conseil municipal de Montpellier. Je voulais savoir quel était le montant du remboursement de la dette en capital exigible au 1er janvier ? Puisque comme nous l'avons vu hier, c'est une dépense d'investissement qui est non soumise au seuil des 25 %, ce que Monsieur Lévit a rappelé. Je voulais donc connaître ce montant.

Et puis j'ai une deuxième question, quel est le montant des dépenses de fonctionnement pour les 3 mois de 2015 ? Et je me demandais pourquoi nous ne les votions pas, puisque je pense que nous aurions dû les voter, me semble-t-il.

Monsieur LEVITA

Il y a une différence entre ce qui a été voté pour le budget de la commune et ce qui est voté ici au niveau de l'Agglomération future Métropole. Au niveau des communes, effectivement, nous avons voté la totalité du budget de fonctionnement, un quart du budget d'investissement de l'année précédente, la totalité du service de la dette et également les opérations qui étaient inscrites au PPI quand les crédits de paiement figuraient. Ici, nous ne sommes pas obligés de faire la même opération, on limite à 25 % du budget de fonctionnement pour les opérations qui sont indiquées sur la délibération que vous avez entre les mains.

Monsieur le Président

D'autres interventions ?

Je mets aux voix l'affaire 37.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°38 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2015 - ADOPTION

Monsieur le Président

Monsieur Lévit.

Monsieur LEVITA

Pour la même raison que précédemment, le budget n'étant pas voté au 1er janvier, il est nécessaire qu'un certain nombre d'associations qui reçoivent des subventions de l'Agglomération puissent fonctionner et nous avons fait la même règle, à savoir que c'est en gros 25 % de leurs subventions qui est d'ores et déjà à adopter.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Max Lévit.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°39 : FINANCES – CRÉATION BUDGET ANNEXE TRANSPORTS - ADOPTION

Monsieur LEVITA

C'est l'autorisation de créer, au 1er janvier 2015, un budget annexe des transports qui permettra de voir de façon claire ce que cette organisation entraîne comme budget pour la Métropole. Les choses seront ainsi plus visibles et nous pourrions calculer une épargne brute, un investissement, de façon claire. Il y aura le transport et il y aura les autres opérations. C'est dans un but de clarté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit.

Souhaitez-vous intervenir sur cette affaire ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°40 : FINANCES – RÉGIE - DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE - ADOPTION

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications supplémentaires auprès de Max Lévit ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - CONVENTION AVEC LA BNF PORTANT SUR LA BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE EN LIEN AVEC GALICA, POUR L'ANNÉE 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Bernard Travier.

Monsieur TRAVIER

L'affaire 41 concerne une convention passée entre la médiathèque centrale et la Bibliothèque Nationale de France parce que notre médiathèque réalise depuis 1923 une bibliographie régionale extrê-

mement importante. Donc, nous avons souhaité faire en sorte qu'il n'y ait jamais d'interruption dans le service, et ce, dans le cadre des pôles associés. Cette convention qui est d'une durée d'un an définit les engagements réciproques des parties. Quelle est son utilité ? C'est tout simplement que cette base de données comprend 30 000 articles et 40 000 livres concernant l'histoire du Languedoc, qui constitue évidemment la future base de documentation de la Métropole d'art et d'histoire. Voilà l'objet de cette convention.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Avez-vous des observations à formuler, des questions à poser ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Vous vous abstenez contre la littérature languedocienne ?

Madame JAMET

Quand on s'abstient, on n'est pas contre, on s'en remet à l'assemblée délibérante.

Monsieur le Président

Mais comment pouvez-vous soutenir la Région, l'Occitanie et voter contre la bibliothèque régionale ? C'est curieux. Ce n'est pas grave, nous en débattons une autre fois.

AFFAIRE N°42 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS CULTURELLES AU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Travier.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Le musée Fabre poursuit sa politique d'ouverture à tous les publics et dans ce cadre évidemment, il s'adresse au centre hospitalier régional. Depuis 2013, des conventions ont été passées entre le centre hospitalier et la Communauté d'Agglomération dans le cadre d'un programme Culture à l'hôpital. En 2015, le musée souhaite poursuivre et développer ces perspectives par la construction, avec le CHU, de 5 livrets d'œuvres rédigés selon la méthode d'éducation adaptée Montessori. Le public de ce programme concerne le service de gériatrie Antonin Balmes et Bellevue et la population concernée est constituée de patients atteints de la maladie d'Alzheimer et d'autres syndromes démentiels, soit environ 12 personnes. Je précise que la méthode Montessori est une méthode pédagogique relativement proche de la méthode Freinet qui présente des avantages considérables pour le développement des enfants quand bien même elle ne serait pas validée par le ministère de l'Éducation nationale qui a, en la matière, un train de retard.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Avez-vous des observations à formuler ou des questions à poser ?

Je vais mettre aux voix l'affaire 42 en me retirant moi-même du droit de vote en tant que président du CHRU de Montpellier.

Je mets aux voix.

Monsieur Philippe Saurel ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées

AFFAIRE N°43 : CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3819DC14 DE TRANSPORT

ALLER ET RETOUR DES ŒUVRES DE L'EXPOSITION "LE SIÈCLE D'OR DE LA PEINTURE À NAPLES" - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Avez-vous des questions ou des observations à poser à Bernard Travier ? Je mets aux voix.
A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONTRAT DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE "L'ÉCRITURE ÉTRUSQUE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Bernard Travier.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Cette exposition extrêmement importante, qui est intitulée L'écriture étrusque, réunira trois musées. Le musée Lattara de Lattes, le musée de Cortone et le Musée du Louvre. C'est donc une opération très importante, l'exposition devant se dérouler d'octobre 2015 à mars 2016. Un comité d'honneur qui est aussi un comité scientifique a été constitué. Il réunit, outre votre personne, Monsieur le Président, la mienne et Monsieur Meunier Maire de Lattes. Il faut donc signer une convention qui définit les obligations des parties. Les obligations respectives de chaque partie sont extrêmement classiques. Le musée Lattara assure la responsabilité de la mise sur pied et de l'adjudication des marchés de transport au nom des musées Henri Prades et de Cortone, il y a donc une collaboration européenne sur ce projet. Ensuite, le musée de Cortone assurera la conception et la scénographie de l'exposition, ainsi que les recherches sur les objets venus d'Italie, l'organisation de l'exposition, le concours au catalogue de l'exposition. Le Musée du Louvre, et c'est extrêmement important, prêtera gracieusement, sans condition financière, les objets pour leur exposition à Lattes et à Cortone, la mise à disposition des photographies qui seront prêtées aux musées Henri Prades et de Cortone. Et évidemment, la rédaction du sommaire et du catalogue. L'organisation de cette exposition induira un coût prévisionnel de 150 000 euros TTC qui sera à la charge du musée.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Avez-vous des questions à poser à Bernard Travier ?
Monsieur le Maire de Lattes.

Monsieur MEUNIER

Juste noter que si le musée n'avait pas été transféré à l'Agglomération de Montpellier, jamais la commune de Lattes n'aurait été en mesure de passer de tels accords. Et depuis que nous avons fait cela, même si cela a fait couler beaucoup d'encre, nous ne pouvons que nous en réjouir et je félicite le travail qui est fait au musée Henri Prades par son Conservateur, sa Directrice et l'ensemble des services de l'Agglomération au niveau culturel. Merci à vous tous. C'est très simple, le musée de Lattes est sur le site Lattara et le site Lattara est l'un des sites les plus importants du bassin méditerranéen, je le dis à chaque fois. Et en particulier sur les Étrusques, c'est le seul endroit, en dehors de l'Étrurie, sur lequel les Étrusques se sont installés en permanence. Voilà ce que je voulais rajouter pour montrer l'intérêt pour l'Agglomération en entier et le bassin montpelliérain de ce site remarquable.

Monsieur TRAVIER

Je ne veux pas être redondant par rapport à ce que dit Monsieur le Maire de Lattes, mais je tiens à préciser que la collaboration qui est instaurée entre l'Agglomération et ce musée est exemplaire par sa transparence, son souci de faire au mieux dans l'intérêt de tous. Et je remercie une nouvelle fois

Lionel Pernet et Isabelle Grasset pour le travail qu'ils accomplissent.

Monsieur le Président

Merci à tous les deux.

Je mets aux voix l'affaire 44.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : CULTURE – MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS 2015 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE D'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS DES ÉTABLISSEMENTS CULTURELS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Avez-vous des questions particulières à poser à Bernard Travier sur cette affaire ?

Je mets aux voix.

AFFAIRE N°46 : CULTURE – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - RÉSILIATION DU MARCHÉ N°1886DC08 - MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE MUSÉOGRAPHIE - SCÉNOGRAPHIE DES ESPACES D'EXPOSITION

Monsieur le Président

Bernard, un mot ?

Monsieur TRAVIER

Il s'agit d'une résiliation de marché inéluctable en raison de l'arrêt du projet de réalisation du musée de l'histoire de France en Algérie, dont nous passons peu à peu les marchés au crible. Il est bien évident que certains doivent être arrêtés et d'autres seront exécutés. En ce qui concerne celui-là, il s'applique à l'agence ARSCENES, il s'agit d'un travail de muséographie et de scénographie des espaces d'exposition. J'ai pris soin de vérifier l'économie du marché dans la mesure où, en commission culture, Monsieur Boumaaz m'avait posé une question à ce sujet. Il s'agit d'un marché de 667 892 euros qui a été exécuté à hauteur de 511 249 euros. Il reste donc 156 643 euros à réaliser. La dernière situation et le solde de cette situation est de 76 000 euros. La société ARSCENES est en droit de solliciter une indemnité qui se situe à hauteur de 5 %, c'est donc éventuellement une somme de 4 000 euros que nous allons lui verser.

Monsieur le Président

Merci pour ces explications très précises et utiles.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

S'est abstenu : M. Jean-Pierre MOURE.

AFFAIRE N°47 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - "LES RENCONTRES DU PLANÉTIARIUM GALILÉE ET DE LA FACULTÉ DES SCIENCES" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Avez-vous des questions à poser à Bernard Travier sur ce sujet ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°48 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3826DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications sur cette affaire auprès du Vice-Président délégué aux sports et aux traditions, Jean-Luc Meissonnier, Maire de Baillargues ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°49 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER RUGBY CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3827DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RUGBY - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Jean-Luc Meissonnier ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°50 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3828DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit des mêmes affaires pour le foot, le handball et le rugby. Qui demande des explications à Jean-Luc Meissonnier ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°51 : SPORTS ET TRADITIONS – STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" - AMÉNAGEMENTS - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION - RÉSILIATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Jean-Luc Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, amis et ennemis se reconnaîtront, ils vont poser des questions après. Il s'agit là de la résiliation du mandat de maîtrise d'ouvrage avec la SAAM notamment à la poursuite de la couverture du stade de la Mosson. L'arrêt de la couverture du stade de la Mosson, avec les économies qui ne sont pas négligeables que l'on va faire, le reliquat nous fait un montant de 3 078 708,09 euros TTC.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Y a-t-il des interventions ?

Je mets aux voix l'affaire 51.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Jean-Pierre MOURE.

AFFAIRE N°52 : ENVIRONNEMENT – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SERM ET E3D ENVIRONNEMENT SARL POUR LA RÉALISATION D'UNE EXPÉRI-MENTATION SUR L'ADOPTION DE COMPORTEMENTS ÉCO RESPONSABLES DES USAGERS D'UNE ZONE URBAINE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNA-TURE

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Sans rentrer dans les détails, je tiens à faire remarquer au conseil l'intérêt de cette délibération. C'est un accord entre la SERM, une jeune société d'innovation qui nous vient d'Aix-en-Provence, qui s'appelle E3D. C'est l'utilisation des nouvelles technologies et de nouveaux systèmes pour essayer d'amener les personnes, en matière d'environnement, pas seulement sur les déchets, à des comportements éco responsables et des modifications de leurs habitudes et un suivi. C'est une expérience que nous allons mener, dans un premier temps, sur l'îlot urbain de la Mantilla, puisque cet immeuble, dans le cadre de l'EcoCité a été doté d'intelligence répartie. Qu'est-ce que c'est l'intelligence répartie ? C'est-à-dire que tous les moyens de communication sont mis à l'intérieur de cet îlot. Parallèlement, nous le ferons sur une autre zone urbaine d'à peu près même capacité avec d'autres techniques, puisque celle-ci n'aura pas la fibre et tous les supports qu'il peut y avoir à la Mantilla. Pour voir, de quelle manière, avec cette société, en suivant le comportement au quotidien par de l'information incitative, on amène les citoyens à avoir des comportements plus responsables vis-à-vis du tri, vis-à-vis de la consommation, vis-à-vis de l'utilisation des véhicules. Nous sommes totalement dans la logique de l'EcoCité où vous le savez, en dehors d'être un aménagement sur ODE et sur le quartier de Port Marianne, on pousse au bout les logiques de connectique des citoyens pour les amener à avoir la bonne information au bon moment afin de modifier leurs comportements dans un sens vertueux. Voilà l'objet de cette délibération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier.

Avez-vous des réflexions, des questions, des observations à formuler ? Je mets aux voix l'affaire 52. A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°53 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3833GD14 DE COLLECTE DES PAPIERS BLANCS DE BUREAU - AUTORISATION DE LANCER ET SIGNER LE MARCHÉ

Monsieur MEUNIER

Les papiers blancs, ce que vous connaissez avec la feuille d'érable. Il faut relancer le marché qui prend fin au mois de mai. Et j'attire l'attention de tous les maires ici présents, essayez de faire des efforts dans vos bureaux, s'il vous plaît, pour que l'on ait un rendement meilleur. C'est pas mal, mais on peut faire largement mieux. Donc, les feuilles blanches sont totalement réutilisables à 100 %. Si vous voulez que l'on ait de moins en moins de problèmes et de moins en moins besoin d'usines de méthanisation, d'incinération, de décharges, il faut qu'on aille vers un tri beaucoup plus important, pratiquement tout se recycle.

Monsieur le Président

Qui demande à intervenir sur cette affaire ?

Je mets aux voix.

AFFAIRE N°54 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICE N°3837GD15 POUR LA RÉCEPTION, LE TRI ET LA VALORISATION DES ENCOMBRANTS ISSUS DES COLLECTES EN PORTE À PORTE ET DES BENNES BOIS ISSUES DES DÉCHÈTERIES - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Monsieur MEUNIER

Tout est dit dans le titre.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - EXTENSION ET RÉNOVATION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - CONVENTION DE MANDAT AVEC LA SAAM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur MEUNIER

C'est une convention de mandat à la SAAM pour suivre la réalisation de cette affaire. Tout à l'heure, en commission d'appel d'offres, nous avons choisi les trois cabinets qui vont nous faire des propositions. Chaque équipe regroupe un architecte et plusieurs sociétés, ce sont des groupements de sociétés. Pour que l'on améliore Demeter. Pour ceux qui ne le savent pas, quand nous avons créé le centre de tri Demeter, nous étions les deuxièmes en France, après Dunkerque. Nous étions donc bien en avance, ça a été très bien fait parce que jusqu'à présent, on se sert toujours du même centre. Il faut l'agrandir, le moderniser pour lui donner une capacité de prendre plus de différents matériaux, différents objets qui aujourd'hui ont des réelles filières de recyclage. C'est donc l'un des objectifs majeurs de notre politique de déchets et on donne donc convention à la SAAM pour suivre la réalisation de ce dossier.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier.

Avez-vous des observations à formuler, des questions à poser ?

Je mets aux voix l'affaire 55.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°56 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RESSOURCES EN EAU - PROJET DE RECHERCHE GESTION MULTI-USAGES DES AQUIFÈRES KARSTIQUES MÉDITERRANÉENS - LE LEZ, SON BASSIN VERSANT ET SON BASSIN D'ALIMENTATION - PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Monsieur le Président

Monsieur René Revol.

Monsieur REVOL

Comme je l'ai précisé en début de séance, il s'agit d'une étude importante qui a été lancée par l'Agglomération en 2009. Une étude d'un montant de 1 200 000 euros qui a été financée par une subvention de l'Agence de l'eau pour 50 %, l'Agglomération 20 %, BRGM qui pilotait cette recherche multidisciplinaire 20 % et le conseil général 10 %. Vous savez que la ressource du Lez est tout à fait fondamentale, elle alimente en eau potable 340 000 habitants et l'Agglomération de Montpellier en dépend énormément. Il s'agissait donc de faire un état des connaissances pour pouvoir engager entre nous par la suite un débat sur l'amélioration de l'ensemble de ce réseau d'eau potable et de l'étude

sur ces différentes ressources.

Cette étude, je vous laisserai en prendre connaissance à travers les documents, mais on peut déjà faire les remarques principales suivantes.

Constater premièrement que le prélèvement qui est réalisé sur cette ressource aquifère est un prélèvement qui ne diminue pas cette ressource et qu'au contraire, elle se renouvelle bien au-delà de ce prélèvement. Ce qui signifie que par là même, nous obéissons à la règle verte à laquelle tout le monde devrait obéir. C'est-à-dire que nous ne prenons pas à la nature plus qu'elle ne peut nous donner. Par ailleurs, on a pu délimiter, grâce à cette étude, l'ensemble de la surface qui est concernée par ce karst, plus de 400 kilomètres carrés qui, d'une certaine manière, dépassent largement les frontières de notre département et qui concernent essentiellement le karst qui est sur la Communauté du Pic Saint-Loup. C'est d'ailleurs, et je tiens à la préciser ici, la raison pour laquelle, avant de rendre publique dans cette assemblée ce rapport, avec les services de l'Agglomération, Monsieur Hémain et moi-même, nous nous sommes rendus auprès de la Communauté du Grand Pic Saint-Loup, de son Président, de sa commission eau pour lui présenter en avant-première cette étude et engager une discussion pour permettre la meilleure coopération sur la façon dont nous allons poursuivre l'exploitation de cette ressource ensemble, puisque c'est sur son territoire qu'elle se forme. Donc, premièrement, ce bilan.

Deuxièmement, quant à la question de la qualité de cette eau, le bilan chimique, comme vous le voyez dans les documents, est tout à fait positif. Nous avons une eau de grande qualité. On a quand même remarqué une vulnérabilité, d'ailleurs c'est la caractéristique même d'un karst d'être vulnérable à tout ce qui lui rentre dedans, nous avons vu des débuts de contamination relativement légère, mais auxquelles il faut être sensible et qui sont directement liées au traitement des eaux usées sur le territoire qui est au-dessus et qui est lié aussi à certaines pratiques agricoles.

C'est très léger, mais ça suppose une coopération avec l'ensemble de ces territoires pour les aider à obtenir l'assainissement collectif et non collectif qui soit le plus pertinent possible. Et je pense que cette coopération a été appréciée. Par ailleurs, une partie de cette étude a aussi montré que cette réserve aquifère contenait finalement des éléments de biodiversité qui étaient tout à fait maintenus malgré ces prélèvements et qui se développaient et qu'il s'agit de conserver. Par ailleurs, cette réserve aquifère joue un rôle important, on le sait, nous en avons parlé lors de l'une des séances précédentes lorsque nous avons parlé des inondations, puisque c'est l'un des instruments que nous avons commencé à mettre en place et qu'il faut développer. Il y a donc des recommandations précises parce que d'une certaine manière, cette réserve joue le rôle d'un vaste bassin de rétention qui nous permet, en le mesurant, de finalement prévenir tous les phénomènes qui se produisent sur la suite du Lez et de l'ensemble du bassin versant.

Donc, pour terminer, une étude dont nous prenons acte aujourd'hui et qui doit nous permettre par la suite de mener entre nous, dans les mois qui suivent un véritable débat sur la ressource en eau, en privilégiant bien entendu la ressource du Lez, la ressource naturelle qui est un privilège important pour nous à ce niveau-là.

Je signale également qu'un certain nombre d'associations nous écrivent et que nous n'hésitons pas du tout à communiquer. Aujourd'hui, c'est l'association « au secours 34 », dont vous avez tous eu sur votre table leur correspondance. Ça fait partie de notre méthode de transparence citoyenne pour que les débats puissent se développer. Et le débat sur la ressource en eau se développera puisqu'il y a derrière aussi la diminution des fuites sur la totalité du réseau, la modification de la façon dont l'homme occupe son territoire. Tous ces éléments doivent nous amener à économiser cette ressource qui est vitale. Et de ce point de vue, notre Agglomération et la future Métropole et l'ensemble du pôle métropolitain ont là un enjeu considérable sur lequel nous serons amenés à débattre lors de prochaines séances. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, René, pour ce très bel exposé, très argumenté. Le débat est ouvert, qui souhaite s'exprimer. Et merci d'avoir pris la précaution de présenter en avant-première cette étude à mon ami Alain Barbe, Maire des Matelles, Président de la Communauté de communes du grand Pic Saint-Loup. Ça s'appelle le bien vivre ensemble et le respect mutuel.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – NOTE LIMINAIRE SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Monsieur le Président

Qui demande des explications complémentaires auprès de René Revol, Vice-Président ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°58 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - RÉGLEMENT DE SERVICE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès du rapporteur, Vice-Président délégué, René Revol ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°59 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA TARIFICATION INTERMODALE AVEC LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN HÉRAULT TRANSPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Isabelle Gianiel, Vice-Présidente déléguée aux Transports et à la Mobilité.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Le syndicat Hérault transport commercialise des titres de transport dits intermodaux. C'est-à-dire des titres qui permettent à la fois de circuler sur les lignes de bus Hérault transport, mais également sur les lignes de bus et de tramway de la TAM. Au travers de la prorogation de la convention qui vous est proposée et qui est en place depuis 2006, il s'agit de poursuivre notre partenariat avec le département. Partenariat qui vise à permettre aux voyageurs du pôle métropolitain élargi de circuler sur le réseau tramway de l'Agglomération de Montpellier. Nous sommes donc là au cœur de l'intermodalité et dans la levée d'un frein sévère à la mobilité. Un titre unique de transport pour aller de Lodève à Montpellier par exemple ou de Lunel à Murviel-les-Montpellier, c'est plus pratique et je dirais même, c'est plus logique. Hérault transport apporte une compensation financière à notre Agglomération par l'utilisation de son réseau de transport en commun. Cette compensation est forfaitaire, mais bien sûr est néanmoins basée sur des fréquentations réelles. Elle est l'objet de la convention et représente 660 000 euros pour 2015, ce qui représente environ 640 000 déplacements et 330 000 euros pour le premier semestre 2016, et représente 320 000 déplacements pour ce premier semestre 2016. Pour votre information, la recette sera intégralement reversée à notre exploitant, la TAM.

Monsieur le Président

Merci, Madame Gianiel.

Avez-vous des observations à formuler ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

En me réjouissant de ce partenariat avec Hérault transport.

AFFAIRE N°60 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.631 DES ÉQUIPEMENTS ÉNERGIE HAUTE TENSION, BASSE TENSION, TRACTION ET DE LIGNES AÉRIENNES DE CONTACT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Bouclage de la ligne 4 pour lequel nous avons visité ce matin le magnifique chantier de fouilles archéologiques qui, à 650 mètres carrés de surface à ciel ouvert, dans lequel les archéologues ont découvert les bases de la grande église des Récollets détruite avant les années 1500 et dans laquelle ils ont trouvé une série d'objets architecturaux assez extraordinaires, et notamment ce qu'on pense être la statue d'une vierge, 1,10 mètre sur 60 cm, polychrome rouge blanche noire. Ainsi que des clés de voute frappées et sculptées aux armes d'anciennes familles qui choisissaient de se faire ensevelir dans le sanctuaire. Cette église n'était pas petite comme le disait les textes, mais bel et bien une grande basilique de 21 mètres de large et estimée à 50 mètres de long dont l'orientation était légèrement différente que la chapelle Saint-Charles d'aujourd'hui, plus orientée vers l'ouest. C'est un très beau chantier de fouille parce qu'il est très visible, y compris pour les profanes et il a permis de découvrir une grande partie du patrimoine historique de Montpellier qui n'était jusqu'alors pas vraiment connu. Madame Gianiel.

Madame GIANIEL

Je continue sur le bouclage de la ligne 4, puisque ces travaux de fouilles ont été financés par l'Agglomération de Montpellier à hauteur de 300 000 euros dans le cadre de ce chantier. Et donc, pour vous proposer cette seconde affaire qui concerne l'attribution d'un troisième marché important d'équipement dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne 4 de tramway. Il s'agit de la création des réseaux d'énergie. Les réseaux haute tension tout d'abord qui servent pour tout ce qui concerne la motricité du tramway et les réseaux basse tension, c'est tout ce qui concerne les systèmes d'information, pilotage de l'exploitation et système d'information voyageurs, ainsi que les systèmes informatiques. Ces travaux d'équipement ont fait l'objet d'un appel d'offres de type marché négocié dont la procédure est largement décrite dans la délibération que vous avez sous les yeux. À l'issue de la procédure, la commission d'appel d'offres de l'Agglomération qui s'est réunie début décembre a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises INEO SCLE FERROVIERE INEO UTS et SPIE SUD-UEST pour un montant de 2 978 119,74 euros hors taxes. Pour information, l'estimation initiale était de 4 268 000 euros hors taxes. Et j'en profite pour vous informer que le service transport et voirie et en particulier Madame Sophie Sachet, Directrice adjointe que je remercie, réalisent un suivi rigoureux, permanent, quotidien, des dépenses engagées dans le cadre de ce projet important pour l'Agglomération – des dépenses engagées, mais également suivi des dépenses réelles parce qu'il y a souvent des écarts entre l'engagement des marchés et le réel exécuté – dans un objectif strict que nous poursuivons de tenue du budget.

Monsieur le Président

Merci, Madame Gianiel.

Avez-vous des questions à poser à Isabelle Gianiel ? Monsieur Rico.

Monsieur RICO

Monsieur le Président, juste pour vous signaler que je suis en conflit d'intérêts, je ne peux donc pas prendre part au vote.

Monsieur le Président

Je mets aux voix et Monsieur Rico ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°61 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES ÉTUDES ET TRAVAUX RELATIFS À LA CRÉATION DU PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE BAILLARGUES - PHASE 1 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Isabelle Gianiel.

Madame GIANIEL

Cette dernière affaire, cette dernière délibération de l'année concerne des dépenses supplémentaires à engager par notre Agglomération pour des travaux complémentaires sur le pôle d'échange multimodal de Baillargues. Plus précisément, il s'agit de travaux sur le pôle d'échange proprement dit, mais pour sa partie extra ferroviaire. Ce sont donc des travaux à maîtrise d'ouvrage RFF. Ces travaux complémentaires concernent des acquisitions foncières plus onéreuses que prévue, la prise en compte de contraintes hydrauliques non connues au moment du projet et ayant des incidences importantes sur les dimensions et donc les coûts des ouvrages-cadre et du bassin de rétention des eaux pluviales. Et enfin, la réalisation d'équipements techniques complémentaires. L'ensemble des dépenses supplémentaires est de 466 850 euros hors taxes et fait donc l'objet de la proposition d'avenant numéro 1 qui vous est soumis, avenant à la convention de financement du projet. Vu la quote-part de financement du projet par l'Agglomération et dans le cadre de la convention, il vous est proposé de passer notre participation, qui était donc initialement de 881 576 euros hors taxes, à 1 016 326 euros hors taxes, soit un delta de plus 134 750 euros. Pour votre information, dans le cadre des travaux de phase 2 du PEM de Baillargues qui se dérouleront entre les années 2016 et 2017, l'ensemble des partenaires institutionnels et financiers ont demandé la recherche d'économie afin de permettre une maîtrise au global du budget de l'ensemble des travaux rattachés au PEM de Baillargues.

Quelques mots sur la fréquentation actuelle du PEM de Baillargues. Le PEM, vous le savez, a été mis en service en janvier 2014. La circulation des trains en avril 2013 était de 6 trains par jour au niveau de la gare de Baillargues, il est passé en avril 2014, c'est-à-dire un an après et 4 mois après le démarrage du PEM, à 38 trains par jour. Ce qui représente près de 3 200 montées et descentes par semaine. Nous avons fait fois 6, à la fois sur les fréquences de train et sur la fréquentation du PEM. Je crois qu'on peut largement se satisfaire de cette situation et de cet équipement qui répond largement aux besoins de nos concitoyens. Je pense qu'actuellement, en fin d'année 2014, nous sommes largement plus en termes de fréquentation et je ne manquerai pas de communiquer sur les nouveaux chiffres en début d'année. Enfin, si je peux me permettre, s'agissant de la dernière délibération de l'année, je me permets de souligner le beau symbole qu'elle constitue, celle d'une Agglomération qui se tourne vers ses voisins pour construire un pôle métropolitain en réseau. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Isabelle.

Avez-vous des questions à poser à Isabelle Gianiel sur cette affaire ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Je vous en remercie.

Chers collègues, nous venons de vivre ensemble le dernier conseil de l'Agglomération de Montpellier qui a été constitué en 2001 et qui a vécu jusqu'en 2014. Qui a donc vécu 13 ans. Elle succédait

au Disctict créé en janvier 1965. C'est donc quelque part un conseil historique parce que c'est le dernier. Je voudrais en profiter pour vous remercier, vous les maires, vous les vice-présidents, vous les conseillers de l'Agglomération de Montpellier pour la qualité des échanges que nous avons eus pendant cette année 2014, qui a été une année champagne, qui a été une année explosive et qui a été une année où nous avons mis à l'épreuve l'ensemble de l'administration et des services de l'Agglomération. Donc, mes derniers mots seront à destination de l'administration et des agents de l'Agglomération de Montpellier. Pour remercier Christian Fina, Directeur général, les directeurs adjoints, les chefs de service et l'ensemble des personnels. Parce que je le sais, depuis 9 mois, ici à l'Agglomération qui compte environ 1 500 employés, nous avons mis sous pression l'ensemble des services pour arriver à fabriquer tous ces documents, à organiser les conseils d'Agglomération extraordinaires, quelquefois 3-4 dans le mois, qui demandent une administration préalable, qui demande des courriers, la présence des médias, la convocation des élus et ça uniquement pour l'administration du conseil. Je ne précise pas tout le travail que ça a dû entraîner dans tous les services pour réaliser l'ensemble des documents sur lesquels nous délibérons. Donc, c'est un grand merci que j'adresse à l'ensemble à l'administration de l'Agglomération. Et je souhaite que la Métropole, à l'aube de cette année nouvelle 2015, je sais que ça ne va pas changer pour eux, parce qu'en 2015, ça va être aussi chaud qu'en 2014, mais ce sera fait sous les vertus de la brillance de l'étoile de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette étoile qui donne l'espoir et qui, je le souhaite, vous apportera tout le bonheur nécessaire pour ces fêtes de fin d'année. Merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.